



	S&P/TSX 12 711,25 -152,02 (-1,18 %)
	TSX CROISSANCE 2955,39 -111,37 (-3,63 %)
	QUÉBEC 30 1298,34 -3,97 (-0,30 %)
	DOW JONES 12 050,41 -63,69 (-0,53 %)
	DOLLAR 84,70 ¢US -0,25 ¢

DÉBÂCLE BOURSIÈRE
Autre dure journée à Toronto
L'indice S&P/TSX plonge de 1,2 % dans la foulée du repli des prix du pétrole et des métaux
PAGE 12

Du calme SVP
Washington et Tokyo tentent de rassurer les investisseurs
PAGE 7

CLAUDE PICHER
La gratuité du système canadien de santé est une illusion, dit notre chroniqueur, qui se penche sur les vrais coûts de l'assurance santé.
PAGE 5

AFFAIRES DURABLES
Le défi des immeubles verts
Transformer un bâtiment en immeuble vert est coûteux et ne se fait pas du jour au lendemain
PAGE 6

LE CHIFFRE DU JOUR
97,2%
Les Français sont des amoureux de la presse magazine, 97,2 % d'entre eux lisant au moins un titre chaque mois, un record mondial.
Source: Audiences études sur la presse magazine, tel que rapporté par l'AFP

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acqui**z**ition.biz

PRODUITS DÉRIVÉS À LA BOURSE DE MONTRÉAL

TORONTO CONTRE-ATTAQUE

À LIRE EN PAGES 2 ET 3



RESEARCH IN MOTION

Un mea-culpa de 250 millions

PHILIPPE MERCURE

On savait qu'un nuage flottait sur le fabricant du BlackBerry Research in Motion. Il a finalement pris forme, hier, entraînant une révision des résultats de 250 millions US et un jeu de chaises musicales au sein de l'équipe de direction. Et personne n'a semblé s'énervier outre mesure de la nouvelle.

Le titre de Research in Motion (RIM) a évité la débâcle, l'action ne perdant que 0,89 % ou 1,43 \$ pour clôturer à 158,62 \$. Les analystes se sont montrés quant à eux globalement satisfaits des explications fournies par l'entreprise, dont l'image était entachée par une série d'erreurs comptables concernant le programme d'options d'achat d'actions de ses employés.

Jim Balsillie, l'architecte du succès de Research in Motion et de son populaire Black-

Berry, a encaissé le blâme. « Je ne cherche pas d'excuses. Cela s'est passé sous ma gouverne, je suis responsable », a-t-il déclaré. M. Balsillie a démissionné de son poste de président du conseil d'administration, mais demeurera cochef de la direction de l'entreprise établie à Waterloo, en Ontario.

On savait depuis longtemps que quelque chose ne tournait pas rond avec le programme d'options destiné aux employés de RIM. Après sept mois d'enquête interne, l'entreprise a admis hier qu'elle n'enregistrait pas correctement la date à laquelle ces options étaient exercées. Le truc était de gonfler les gains, par exemple en faisant coïncider la date d'achat des actions avec des jours où le prix de l'action était bas.

➤ Voir RIM en page 4

ENVIROMONDIAL

Poursuite de 1,2 million

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Stevens Demers a déjà été condamné à payer 166 000 \$ à l'Autorité des marchés financiers. Le président de la société Enviromondial inc. n'est pas au bout de ses peines. L'Autorité lui réclame maintenant 1,2 million de dollars.

Selon l'Autorité, M. Demers aurait contrevenu à 162 reprises à la Loi sur les valeurs mobilières du Québec. Il aurait aidé deux sociétés à procéder à un placement d'actions sans avoir établi de prospectus. L'AMF lui reproche aussi d'avoir aidé les deux mêmes sociétés à exercer l'activité de courtier en valeurs mobilières sans être inscrit à ce titre. 81 investisseurs auraient ainsi été sollicités.

En plus de l'amende de 1,2 million, l'Autorité réclame une peine d'emprisonnement. Elle en précisera la durée si M. Demers est reconnu coupable des chefs d'accusation déposés contre lui hier à la Cour du Québec.

M. Demers n'en est pas à ses premiers démêlés avec la justice. En novembre 2005, la Cour supérieure l'a condamné sur 25 chefs d'accusation dans une poursuite pénale déposée par l'Autorité, qui lui reprochait notamment d'avoir aidé la société Enviromondial inc. à procéder à un placement d'actions sans avoir établi de prospectus. Il a dû payer une amende de 89 000 \$, mais la Cour d'appel a annulé sa peine de prison.

➤ Voir ENVIROMONDIAL en page 4

FRAIS AU GUICHET

Vers une baisse ?

D'APRÈS PC

TORONTO — Certaines institutions financières pourraient annoncer des changements à leur politique en matière de frais d'utilisation des guichets automatiques bancaires, a laissé entendre hier le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty.

Le ministre a eu une rencontre à huis clos avec les cadres des six plus grandes banques concernant les frais exigés de leurs clients quand ceux-ci utilisent le guichet d'une banque concurrente. À la suite de la rencontre, M. Flaherty s'est dit particulièrement préoccupé par l'impact de ces frais sur les Canadiens pauvres, les étudiants et les personnes âgées.

« Je m'attends à ce que certaines des banques répondent aux inquiétudes des Canadiens », a-t-il dit après sa rencontre avec les représentants des six grandes banques canadiennes.

C'est le chef néo-démocrate Jack Layton qui a lancé un débat sur les frais des guichets en janvier dernier. M. Layton soutient que les Canadiens paient plus de 400 millions par an en frais de guichets. Aussi, ces frais par transaction seraient beaucoup plus élevés au Canada qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne, notamment.

À l'étonnement du milieu bancaire, le ministre conservateur Jim Flaherty s'est emparé des arguments du chef néo-démocrate.

Vendredi dernier, le président de la Banque Royale soutenait que le débat est trompeur et « trop politisé ». Et si ce débat menait à des règles tarifaires spéciales pour les guichets automatisés, « les Canadiens pourraient voir toutes sortes d'effets contraires » sur les services bancaires auxquels ils ont accès, y compris des frais majorés ailleurs, plaïdait, Gordon Nixon.

➤ Voir GUICHET en page 4

LA COUVERTURE LA PLUS COMPLÈTE

LE TOUR DU QUÉBEC

Tous les jours, plus de 20 journalistes de sept quotidiens sillonnent les quatre coins du Québec.

BLOGUES, CHRONIQUES, DÉBATS

- Michel C. Auger
- Vincent Marissal
- Lysiane Gagnon
- Patrick Lagacé
- Tristan Pélouquin
- André Pratte

LA CAMPAGNE EN PHOTOS ET EN CARICATURES ET UNE CARTE INTERACTIVE DU QUÉBEC

cyberpresse.ca

PRODUITS DÉRIVÉS TORONTO CONTRE-ATTAQUE

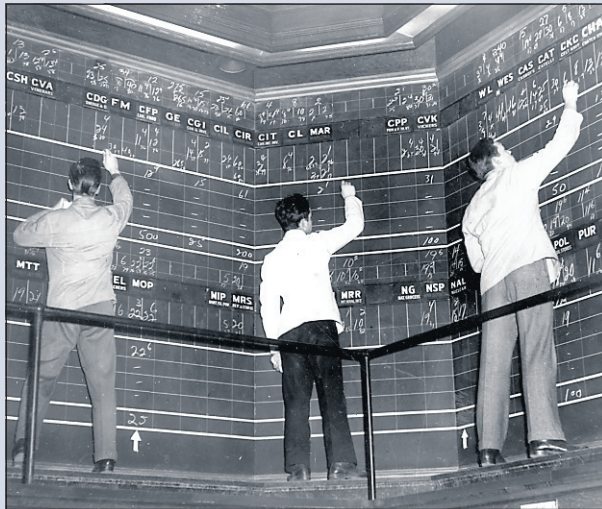
1832 1874

Les premières transactions sur actions à Montréal se font sur des titres de compagnies de chemins de fer et de banques, au Exchange Coffee House

La Bourse de Montréal obtient une charte d'organisme à but non lucratif, qui marque le début officiel de ses activités

CI-CONTRE : LA BOURSE DE MONTRÉAL PLUTÔT CALME PENDANT LA CRISE. ARCHIVES / LA PRESSE.

À DROITE : LA BOURSE DE MONTRÉAL EN 1948. À L'ÉPOQUE, TOUTES LES DONNÉES ÉTAIENT ENTRÉES À LA MAIN SUR DE GRANDS TABLEAUX. PHOTO ARCHIVES / LA PRESSE



LA BOURSE DE TORONTO TROUVE

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

C'est reparti de plus belle entre les Bourses de Montréal et de Toronto, avec pour enjeu le dynamique marché des produits dérivés.

Cette fois, le groupe TSX, gestionnaire de la Bourse de Toronto, annonce un partenariat majeur pour se lancer dans les produits dérivés, en mars 2009.

Ce n'est que dans deux ans. Mais cela confirme que les dirigeants de la Bourse torontoise n'en peuvent plus d'attendre la fin de leur entente de non-concurrence avec leur vis-à-vis montréalais à

propos des produits dérivés au Canada.

Par conséquent, le groupe TSX s'associe dès maintenant à la firme new-yorkaise International Securities Exchange (ISE) pour préparer sa propre Bourse de produits dérivés.

Elle se nommera DEX. Et elle fonctionnera selon un partenariat initial de 26 millions de dollars entre le TSX, à hauteur de 52 %, et de la société ISE, qui aura 48 %.

Le futur marché DEX utilisera la plate-forme informatique développée avec succès par ISE aux États-Unis pour se hisser au deuxième rang des Bourses d'options en quelques années à peine.

TSX a déjà une expérience des produits dérivés avec sa division NGX à Calgary, spécialisée dans les contrats de gaz et d'électricité. (NGX est exploitée par le TSX après une entente dérogatoire spéciale avec la Bourse de Montréal.)

Quant à DEX, sa première cible sera les options des entreprises déjà cotées à Toronto, en particulier de grandes entreprises. Les options sur les indices sont aussi dans la mire.

Mais surtout, pour le président du TSX, ce marché des produits dérivés est un « complément essentiel » de toute Bourse de valeurs mobilières.

« Nous voulons combiner dérivés et actions en tant que marché

dominant des valeurs mobilières au Canada, qui soit attrayant aussi pour les investisseurs étrangers. C'est ce qu'ont fait des Bourses comparables en Australie, à Hong Kong et à Singapour », a expliqué Richard Nesbitt, chef de la direction du TSX, lors d'un point de presse hier à Toronto.

« Pour le moment, quand nous sollicitons des entreprises pour s'inscrire ou transiger chez nous, elles s'expliquent mal pourquoi elles ne peuvent transiger des actions et leurs produits dérivés à un même endroit, à la Bourse de Toronto. »

Accompagné de David Krell, président et chef de la direction d'ISE, M. Nesbitt est demeuré

discret sur les objectifs d'affaires du DEX, après son démarrage dans deux ans.

Mais il a souligné que le marché des produits dérivés demeure sous-développé au Canada.

« C'est à peine 27 cents par dollar de transaction d'actions, comparativement à 1,55 \$ par dollar en moyenne dans le monde développé », selon le président du TSX.

« Il y a donc un important potentiel de croissance. C'est ce qu'a fait notre partenaire ISE aux États-Unis, et qui reste à faire au Canada. »

À l'instar de la Bourse de Montréal, la croissance d'ISE comme Bourse de produits dérivés est

Un partenaire dynamique pour Toronto

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO — Plutôt dynamique, le nouveau partenaire américain de la Bourse de Toronto.

En six ans à peine, la société International Securities Exchange (ISE) s'est élevée au deuxième rang aux États-Unis, parmi les six Bourses d'options.

Sa part du marché américain cote à 28 %, avec 2,4 millions de contrats d'options négociés par jour.

Et elle pourrait bientôt talonner le meneur à 32 % du marché : le Chicago Board Options Exchange, dans la capitale nord-américaine des produits dérivés.

« Au Canada, avec le Groupe TSX, nous voyons un potentiel

d'affaires comparable à ce que nous avons ciblé lors de notre lancement aux États-Unis », a indiqué David Krell, président et chef de la direction d'ISE, lors d'un point de presse hier à Toronto.

Le dynamisme de cette société new-yorkaise est en bonne partie attribuable à sa technologie informatique de transactions, réputée des plus performantes au monde pour les options.

C'est d'ailleurs sur cette plate-forme informatique que fonctionnera le prochain marché DEX de la Bourse de Toronto; cette dernière agissant surtout comme principal gestionnaire et représentant commercial au Canada.

En termes financiers, le dyna-

misme d'ISE ne fait pas de doute.

Ses plus récents résultats annuels, publiés il y a un mois, font état de revenus de 202 millions \$US. C'est une hausse de 29 % par rapport à l'année précédente, et le double d'il y a trois ans.

La rentabilité d'ISE, elle, est hors du commun : une marge bénéficiaire brute de 55 % en fin d'exercice 2006.

En dollars, ISE a dégagé un profit net de 55 millions \$US en 2006. C'était 57 % de plus qu'en 2005, et presque trois fois plus qu'il y a trois ans.

À la Bourse de New York, le cours des actions d'ISE lui valent une capitalisation de 1,7 milliard \$US.

La bataille du carbone

HÉLÈNE BARIL

Le Groupe TSX ne veut pas seulement envahir le marché des produits dérivés, il voudrait lui aussi mettre la main sur les échanges de certificats d'émissions de gaz à effet de serre convoités par Montréal.

Dans un plaidoyer en faveur de la création d'une Bourse du carbone soumis à Ottawa, le président du Groupe TSX, Richard Nesbitt, affirme que son entreprise est la mieux placée pour gérer cette activité.

« La TSX est en excellente position pour offrir (...) des moyens d'échanges commerciaux à l'appui d'une gestion durable des émissions de gaz à effet de serre, écrit-il. Elle est la Bourse mondiale de ressources

par excellence (...) Nos clients sont les sociétés qui seront le plus directement et le plus grandement touchées par ces mesures. »

La Bourse de Montréal a depuis longtemps fait connaître son intérêt pour les échanges d'émissions de gaz à effet de serre. L'entreprise a conclu une alliance avec la Chicago Climate Exchange qui gère déjà une Bourse climatique, pour mettre sur pied de tels échanges au Canada.

De part et d'autre, on attend que les règles du jeu soient fixées par Ottawa. Le gouvernement fédéral n'est pas très chaud à l'idée de créer une Bourse du carbone, mais il subit des pressions de toutes parts en faveur d'un tel marché.

HEC MONTRÉAL

Formation des cadres et des dirigeants



Toujours d'avant-garde

Séminaires

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/

Le gestionnaire et la négociation

10 et 11 avril 2007 (Laval) - 9 h à 17 h

Maurice Lemelin (L. Sc. Comm., HEC Montréal; Ph. D. *Industrial Relations*) est professeur titulaire à HEC Montréal. Il œuvre dans le domaine de la négociation et de la gestion des conflits depuis une trentaine d'années.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/gn.htm

Psychopathologies organisationnelles¹

la psychologie au service de la gestion

12 et 13 avril 2007 - 9 h à 16 h 30

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/po.htm

Psychologie des gagnants

la transformation du stress en énergie créatrice

16 et 17 avril 2007 (Laval) - 9 h à 16 h 30

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/pdg.htm

Gérard Ouimet (M. Sc. Psycho; Ph. D. science politique) est professeur agrégé de psychologie organisationnelle et de management à HEC Montréal. Il est psychologue et politologue.

Passer de patron à coach :

le défi des gestionnaires

16 et 17 avril 2007 - 9 h à 17 h

Alain Gosselin (M. Sc. gestion, HEC Montréal; Ph. D. *Human Resource Management*) est professeur titulaire à HEC Montréal. Il est directeur associé principal de la formation des cadres et de la formation continue.

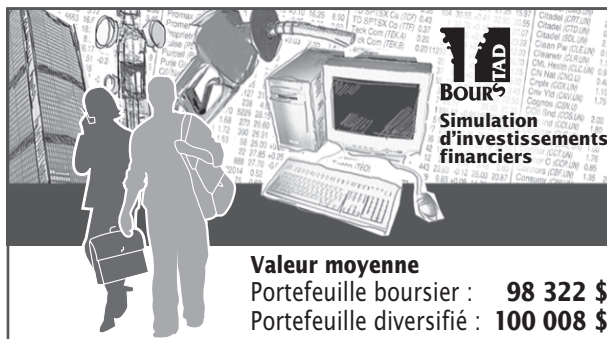
www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/gsp.htm

Pensez mieux avec « Les six chapeaux » d'Edward de Bono

16 avril 2007 - 9 h à 17 h

Eugène Roditi (B. Eng.) est conseiller en leadership, créativité et planification stratégique.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/pmsc.htm



Les meneurs en performance financière au 4 mars 2007		
NOM	INSTITUTION/VILLE	VALEUR
Portefeuille boursier au secondaire		
Vincent Gendron-Tremblay	Collège Beaubois	114 554 \$
Valérie Cloutier	École polyvalente Dégelis	112 735 \$
Nicolas Vincent	É. s. Massey-Vanier	110 885 \$
Julien Vaughan	Collège Beaubois	107 548 \$
Portefeuille boursier au collégial		
Stéphane Castonguay	Cégep de Lévis-Lauzon	114 343 \$
Dave Guillemette	Cégep de Victoriaville	113 560 \$
Van Tam Dinh	Collège de Rosemont	106 870 \$
Marie Cyndia Gilot	Collège Bois-de-Boulogne	106 310 \$
Portefeuille diversifié scolaire		
Marco Frascarelli	UQAM	576 430 \$
Gordon Grondin	Cégep de Sainte-Foy	364 238 \$
Steve Piché	Cégep régional de Lanaudière à Joliette	299 254 \$
Jean-Marc Mimar	Collège Gerald-Godin	234 798 \$
Portefeuille diversifié, grand public		
Jérôme Lessard	Westmount	465 309 \$
Kevin Boisvert	Montréal	452 936 \$
Marcel Maltais	St-Nicolas	275 755 \$
Étienne Lepage	Montréal	253 565 \$
Les résultats des volets Gestion de portefeuille et Responsabilité sociale seront dévoilés à la fin de la simulation.		
Initiative du Collège de Rosemont, BOURSTAD est rendue possible grâce à la contribution exceptionnelle de L'Autorité des marchés financiers (AMF) et à la précieuse collaboration de ses partenaires: La Presse, Le Soleil, l'Association des banquiers canadiens, COOPSCO, le Fonds de solidarité FTQ et de ses autres partenaires, HEC Montréal et le Cégep@distance.		

SESSIONS EN ENTREPRISE : Aucune formation spécifique dans le domaine n'est exigée.

Ces programmes peuvent être adaptés et offerts pour un groupe de votre organisation.

514 340-6001

PRODUITS DÉRIVÉS TORONTO CONTRE-ATTAQUE

1965

La Bourse quitte le Vieux-Montréal pour s'installer au Square Victoria, où elle se trouve toujours

1975

La Bourse de Montréal devient la première Bourse canadienne à échanger des options sur actions

1999

La Bourse de Montréal se retire du marché des actions pour se spécialiser dans le marché des options et autres produits dérivés. Elle s'entend avec la Bourse de Toronto, qui garde le marché des actions, pour une période d'exclusivité de 10 ans

DÉCEMBRE 1999, LA CLOCHE DU MARCHÉ DES ACTIONS SONNE POUR LA DERNIÈRE FOIS À LA BOURSE DE MONTRÉAL. ARCHIVES / LA PRESSE.



2006

La Bourse annonce son intention d'inscrire ses actions en Bourse au printemps 2007

2007

Le NYMEX, spécialiste des produits de base, s'allie à la Bourse de Montréal en prenant une participation de 10% pour une somme estimée à 90 millions

AUSSI SON CHEVALIER AMÉRICAIN

très fructueuse, devançant même d'autres Bourses établies.

D'ailleurs, est-ce que l'association d'ISE avec la torontoise TSX aurait à voir avec celle, récente, de la new-yorkaise NYMEX, Bourse géante de contrats à terme qui a acheté 10 % de la Bourse de Montréal ? Et avec le fait que cette dernière est sur le point d'ouvrir son propre capital en inscrivant ses actions à la Bourse de Toronto ?

« Non, pas du tout. Nous discutons avec le TSX depuis des mois », a soutenu David Krell, d'ISE.

« Notre ambition n'est pas de ravir des parts de marché à d'autres Bourses, mais plutôt de favoriser la croissance de tout le marché des dérivés. D'ailleurs,

NYMEX et ISE ne sont pas des concurrents directs. Nous sommes surtout dans les options d'actions

« Quand nous sollicitons des entreprises pour s'inscrire ou transiger chez nous, elles s'expliquent mal pourquoi elles ne peuvent transiger des actions et leurs produits dérivés à un même endroit. »

alors que NYMEX, c'est des contrats à terme de commodités. »

N'empêche, l'expansion d'ISE au Canada, avec le TSX, augure d'un saut à pieds joints dans le marché de la Bourse de Montréal, dès la fin de son exclusivité.

« Nous avons promis récemment de divulguer notre plan pour les produits dérivés. Eh bien! le

est encore loin de résultats. « Un plan plus concret pour les produits dérivés est certainement positif pour le groupe TSX. Mais il fera face aussi à une concurrence forte et aguerrie de la Bourse de Montréal », selon John Aiken, analyste chez Dundee Securities à Toronto.

Pour Laurence Booth, professeur en marchés financiers à l'École de gestion Rotman, de l'Université de Toronto, le projet de marché DEX du TSX et d'ISE pourrait nuire à la Bourse de Montréal, avant même mars 2009.

« Cette annonce ne pouvait mieux tomber pour entacher la Bourse de Montréal, alors

qu'elle s'apprête à inscrire ses propres actions », a suggéré M. Booth.

Par ailleurs, le professeur a dit douter du potentiel d'un marché d'options d'actions au Canada, en dollars canadiens, alors que les titres de plusieurs entreprises plus intéressantes sont déjà largement négociées sur des Bourses américaines, en dollars américains.

« À mon avis, c'est là que ces options ont le plus de chance de grossir, comme marché. Entre temps, le succès d'une Bourse de produits dérivés tient autant des performances de son système de transactions qu'à la qualité des titres transigés. »



Richard Nesbitt, chef de la direction du TSX, soutient que le marché des produits dérivés demeure sous-développé au Canada. « C'est à peine 27 cents par dollar de transaction d'actions, comparativement à 1,55 \$ par dollar en moyenne dans le monde développé », dit-il.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

RÉACTION DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

«On savait que ça s'en venait»

HÉLÈNE BARIL

L'arrivée officielle de la Bourse de Toronto dans les plates-bandes de la Bourse de Montréal ne change pas grand-chose pour l'entreprise montréalaise, qui a l'intention de profiter de son avance dans le marché pour battre son nouveau concurrent.

« C'est un avantage de connaître son concurrent deux ans en avance », a commenté hier le porte-parole de la Bourse de Montréal, Jean-Charles Robillard. En deux ans, il peut se passer bien des choses, selon lui. « On n'a qu'à regarder où était la Bourse de Montréal il y a deux ans et où elle est aujourd'hui. »

La Bourse de Montréal a fait un succès avec les produits dérivés dont elle a hérité en 1999, et elle est sur le point d'inscrire ses actions en Bourse. Pour cette raison, son président Luc Bertrand a préféré ne pas commenter publiquement le projet du Groupe TSX de lancer une Bourse de produits dérivés avec un partenaire américain, ISE.

La nouvelle n'a pas surpris du tout la Bourse de Montréal, qui avait prévu le coup. « On savait que ça s'en venait », a dit son porte-parole. L'entreprise consacre d'ailleurs plusieurs pages de son prospectus adressé aux investisseurs intéressés par ses actions à la concurrence de plus en plus vive qu'elle rencontre dans son

marché. « Bon nombre de nos concurrents actuels ou éventuels sont mieux établis ou disposent de plus grandes ressources financières », peut-on lire dans le prospectus.

La Bourse de Montréal connaît bien également ISE, qui est déjà un concurrent direct de son partenaire BOX, le Boston Stock Exchange. « Nous accueillerons cette concurrence de la même manière que nous faisons actuellement face à la concurrence à l'échelle mondiale », a répété hier M. Robillard, en citant le prospectus.

Malgré les déclarations publiques des dirigeants du Groupe TSX, une alliance entre les Bourses de Montréal et de Toronto n'a jamais été envisagée. « Nous

n'avons jamais reçu d'offre », a-t-il assuré.

Maintenant que les cartes de Toronto sont sur la table, la Bourse de Montréal mise sur ses avantages comparatifs. Le fait d'être le premier dans le marché est un avantage certain, selon elle. « C'est difficile de partir un marché de dérivés », a dit le porte-parole de la Bourse.

Selon lui, Montréal a aussi l'avantage d'être associée au New York Mercantile Exchange. « Avec NYMEX, on est dans le plus gros marché au monde », dit-il.

Ce sera le marché qui décidera, selon lui. Le Groupe TSX devra se doter d'une chambre de compensation, ce qui est très coûteux, et offrir quand même ses services à

un coût concurrentiel, dit le porte-parole de la Bourse de Montréal.

La Bourse de Montréal a une avance de 30 ans dans les produits dérivés, reconnaît Michel Nadeau, directeur général de l'Institut pour la gouvernance des organisations publiques et privées et ancien dirigeant de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Mais cette longueur d'avance ne pèse pas lourd dans le contexte actuel de consolidation des Bourses à travers le monde, selon lui. « Bientôt, on pourra transiger n'importe quoi, n'importe où. Je ne crois pas que toutes les Bourses existantes vont survivre », estime Michel Nadeau.

À court terme, l'arrivée d'un deuxième joueur dans le marché des produits dérivés au Canada pourrait avoir un effet positif, selon lui. « Le marché est sous-développé, et ça pourrait avoir pour effet d'augmenter le nombre de participants. »

À plus long terme, les Bourses sont condamnées aux alliances, croit-il. « En attendant, chaque compagnie a le droit de survivre et de faire ce qu'il faut pour augmenter sa valeur sur le marché », dit-il.

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« La fierté et la pauvreté ne s'entendent pas bien, mais elles vivent souvent sous le même toit. » — Proverbe

POUR NOUS JOINDRE La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

4x4 grid with numbers. Niveau de difficulté : MOYEN 0580

Sudoku

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Solution du dernier sudoku. Ce jeu est une réalisation de Ludipresse.

Un mea-culpa de 250 millions

RIM

suite de la page 1

L'entreprise a avoué hier que la totalité des options exercées avant le 27 février 2002 ont été enregistrées de façon incorrecte, ainsi que 63 % de celles exercées entre le 28 février 2002 et le mois d'août 2006. Plusieurs employés, dont des membres de la haute direction incluant Jim Balsillie et l'ancien chef de la direction financière, Dennis Kavelman, ont profité de cette façon de faire. L'enquête conclut toutefois qu'il n'y a pas eu de « malversation délibérée ». « Bon nombre d'individus interviewés par le comité spécial (chargé de l'enquête) qui ont été impliqués dans l'exercice d'options au sein de l'entreprise, incluant M. Balsillie et M. Kavelman, ont expliqué qu'à l'époque, leur compréhension générale était qu'ils pouvaient exercer leurs options à la date de leur choix à l'intérieur de la période (...) définie par les agences réglementaires canadiennes concernées, peut-on lire dans un communiqué diffusé hier par l'entreprise. Leur compréhension était incorrecte. »

« Nous avons fait de l'antidatage (backdating), a admis hier M. Balsillie. Est-ce qu'on l'a fait en toute connaissance de cause dans le but de se remplir les poches? Non. » Research in Motion est loin d'être la seule entreprise à avoir

annoncé hier une révision de ces états financiers de 2004, 2005, 2006 ainsi que de ceux du premier trimestre de 2007. En septembre, l'entreprise avait anticipé une révision entre 25 et 45 millions US. Les chiffres d'hier font plutôt état de 250 millions US.

« Nous avons fait de l'antidatage (backdating), a admis hier M. Balsillie. Est-ce qu'on l'a fait en toute connaissance de cause dans le but de se remplir les poches? Non. »

procédé ainsi : quelque 140 entreprises font l'objet d'une enquête à ce sujet de la part du gouvernement américain, et leur nombre grimpe à plus de 200 si on considère les enquêtes internes. La U.S. Securities and Exchange Commission et la Ontario Securities Commission poursuivent d'ailleurs leur propre enquête concernant RIM.

Révision et chaises musicales Les impacts de cette pratique se sont reflétés sur la comptabilité de l'entreprise, si bien que RIM a

US. « Il semble que la majorité des erreurs (220 millions US) se sont produites avant l'année fiscale 2004, ce que nous jugeons positif pour les opérations actuelles fondamentales de la firme », note l'analyste. « L'impact financier global semble assez mineur, a aussi confié à l'agence Bloomberg Tavis McCourt, analyste chez Morgan Keegan & Co à Nashville, au Tennessee, qui s'inquiète davantage de l'impact des changements à la haute direction. En plus de Jim Balsillie qui démissionne de son poste de président du conseil, Dennis Kavelman passe de chef de la direction financière à directeur des opérations. John Richardson est nommé président du conseil d'administration, qui est élargi de sept à neuf membres. Les nouveaux membres sont Barbara Stymiest, anciennement chef de la direction du Groupe TSX et maintenant chef de l'exploitation à la Banque Royale du Canada, ainsi que John Wetmore, ancien président d'IBM Canada maintenant administrateur de l'Université de Waterloo et de Loblaw. Avec la Presse Canadienne

Poursuite de 1,2 million

ENVIROMONDIAL

suite de la page 1

En mai 2004, M. Demers a plaidé coupable à 33 chefs d'accusation. Il a notamment reconnu avoir aidé Enviromondial Inc. à procéder à un placement d'actions sans avoir établi de prospectus et

d'une société établie au Vanuatu (Enviromondial International Vanuatu). « À notre avis, il tente de faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement. Il offre aux investisseurs des actions de ces deux sociétés qui ne sont pas basées au Québec », dit Frédéric Alberro, porte-parole de l'Autorité.

Vers une baisse ?

GUICHET

suite de la page 1

M. Flaherty a affirmé hier que cette question n'avait pas été débattue à la rencontre, mais il s'est dit confiant que les banques ne feraient pas cela. Il a même parlé d'une « bonne relation de travail » avec les dirigeants des banques. Le ministre s'est dit inquiet, notamment pour les étudiants sur les campus qui n'ont souvent pas le choix puisqu'une seule institution y a un guichet.

La critique néo-démocrate sur la question, Judy Wasylcia-Leis a dit espérer que de meilleurs règlements encadrent le secteur bancaire. « J'espère qu'au bout du compte, on verra un réel mouvement de la part des banques. Et si elles refusent, je m'attends à voir le ministre agir en fonction de l'autorité qu'il a. » « Je crains qu'il y ait de la résistance de la part des banques, a-t-elle poursuivi, sinon M. Flaherty aurait pu quitter la réunion avec un message beaucoup plus clair pour nous. »

Palm sollicite les offres

BLOOMBERG — Palm Inc., le fabricant du dispositif portable Treo – le concurrent du BlackBerry –, a fait appel aux services de Morgan Stanley pour évaluer différentes options stratégiques y compris une vente, un investissement de capital de risque privé ou une acquisition, a écrit hier le Wall Street Journal, qui citait des sources non identifiées au courant du dossier. La société a refusé d'émettre des commentaires, ajoutait le journal. Tandis que Ed Colligan, le PDG de Palm, souhaite conserver l'indépendance de l'entreprise, l'entrée prochaine de Apple sur le marché des dispositifs mobiles change la donne, indiquait le Wall Street Journal. Le Treo ne s'est pas très bien vendu face à la concurrence du BlackBerry, du fabricant canadien Research In Motion, ajoutait le Wall Street Journal. Mark Nelson qui, grâce à sa participation de 6 % était l'un des plus importants actionnaires individuels de la compagnie, a demandé aux administrateurs d'examiner la possibilité d'une vente en février 2006, a rappelé le Wall Street Journal.

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

84,70 ¢US

VARIATION -0,25 ¢

0,6462 €

VARIATION +0,0025 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER UN DOLLAR US 1,1806 \$ UN EURO 1,5477 \$

AUTRES DEVISES

Australie	dollar	0,9092
Chine	renminbi	0,1525
Grande-Bretagne	livre	2,2695
Hong Kong	dollar	0,1512
Inde	roupie	0,0264
Japon	yen	0,0102
Mexique	peso	0,1057
Norvège	couronne	0,1890
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7972
Suède	couronne	0,1662
Suisse	franc	0,9680

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

59,98 \$US

VARIATION -1,60 \$US

Light Sweet Crude 63.03 \$US North Sea Brent 60,35 \$US

OR (NY Gold)

636,70 \$US 751,69 \$CAN

VARIATION -4,80 \$US

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2340,68	-27,32	-1,15
S&P 500 (New York)	1374,12	-13,05	-0,94
Mexico Bolsa	25788,37	-532,75	-2,02
Brazil Bovespa Stock	41179,16	-1190,68	-2,81
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3580,52	-32,51	-0,90
FTSE 100 (Angleterre)	6058,70	-57,50	-0,94
CAC 40 (France)	5385,03	-39,67	-0,73
DAX (Allemagne)	6534,57	-68,75	-1,04
IBEX 35 (Espagne)	13749,10	-213,10	-1,53
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	16642,25	-575,68	-3,34
Hang Seng (Hong Kong)	18664,88	-777,13	-4,00
S&P/ASX 200 (Australie)	5653,60	-132,40	-2,29

AFFAIRES 700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES STATION SERVICE RÉNO. EN 06, pétrolière majeure, dépanneur et lave-auto sans contact neuf. Très bon revenu. Rive-Sud, 514-242-8517

715 FINANCEMENT PRÊTEZ, votre argent particulier à particulier par PRETBEC crtr imm Agréé et Finances www.pretbec.com Intérêt 450-688-7212

AVIS 800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION ÉDITIONS DU SEUIL LTÉE PRENEZ AVIS que la compagnie ÉDITIONS DU SEUIL LTÉE demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 5 mars 2007. BÉLANGER SAUVÉ, s.e.n.c.r.l. Les procureurs de la compagnie

AVIS 800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la compagnie PLACEMENTS R.J. GAGNÉ INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Ce 26 février 2007. ROBERT J. GAGNÉ, président

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la compagnie 9140-9763 QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Ce 27 février 2007. MICHEL OUIMET, président

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la société par actions 9044-1973 QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Saint-Lambert-de-Lauzon le 5 mars 2007 Les procureurs de la Société Normandin, Lafleur & Associés.

vacances TMR TOURSMONT-ROYAL.com

PARIS Sans SURPRISES!!! Corsairfly

590 \$ TAXES COMPRISES *ALLER-RETOUR

COMPAREZ, MAIS COMPAREZ BIEN! WWW.TOURSMONT-ROYAL.COM

NON COMPRIS: les frais de contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50 \$ par 1 000\$. COMPRIS: Les taxes, le vol sur Corsair, prix par pers. Valable pour nouvelles réservations jusqu'au 9 mars 2007. *DÉPARTS 6 AVRIL 2007 - RETOUR 20 AVRIL 2007. TITULAIRE D'UN PERMIS DU QUÉBEC.



CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le vrai coût de votre assurance santé

Lorsqu'ils jettent un coup d'œil au sud de la frontière, les Canadiens considèrent avec un certain orgueil que leur système de santé public, universel, obligatoire et gratuit est largement supérieur à celui des Américains. Il n'est même pas exagéré de dire que, de l'Alberta au Québec, de Terre-Neuve à l'Ontario, le système de santé contribue à cimenter la spécificité canadienne.

En effet, le financement des soins de santé aux États-Unis a de quoi faire frémir. Contrairement à un préjugé largement répandu, les dépenses publiques de santé par habitant, aux États-Unis, sont aussi élevées qu'au Canada, et même un peu plus. Une des grandes différences entre les deux pays, c'est que le financement local est négligeable au Canada, tandis qu'il joue un rôle important aux États-Unis. Ainsi, chez les Américains, un comté riche, qui possède forcément un patrimoine foncier important, pourra se payer de meilleurs services de santé publics qu'un comté pauvre. Les gens se tournent donc vers les assureurs privés et les hôpitaux privés pour obtenir la meilleure qualité de soins possible.

Cela coûte très cher. La prime d'assurance santé familiale, dans le secteur privé américain, coûte en moyenne 11 480 \$ par année (l'équivalent de 13 500 \$ canadiens aux taux de change courants); pour une protection individuelle, il faut prévoir

4242 \$ (ou 5000 \$ canadiens). Ces chiffres sont ceux de 2006. Depuis quatre ans, les primes augmentent systématiquement plus vite que l'inflation. D'autre part, les polices d'assurance américaines comprennent souvent des clauses restrictives, selon l'état de santé, l'âge ou d'autres facteurs de risque de l'assuré.

La plupart des ménages peuvent difficilement se permettre de telles primes. C'est pour cela que beaucoup d'employeurs assument

une large part des coûts. Avec le temps, le poids des charges sociales est ainsi devenu un fardeau majeur pour les entreprises américaines.

Dans ces conditions, on peut facilement comprendre la fierté des Canadiens. La Loi nationale de la santé garantit à tout le monde un accès gratuit et universel aux soins de santé. Que demander de plus ?

Or, la gratuité du système canadien de santé est une illusion.

En 2006, les dépenses publiques de santé, au Canada, ont atteint 102 milliards. Ce montant comprend l'ensemble des enveloppes provinciales (salaires des médecins, infirmières, administrateurs et autres professionnels

des réseaux publics, budgets des hôpitaux, immobilisations), ainsi que la contribution fédérale au financement des soins de santé. Ces dépenses sont évidemment financées à même les impôts de l'ensemble des contribuables. Elles représentent une dépense de 3170 \$ par citoyen.

C'est beaucoup d'argent, mais c'est quand même infiniment moins que les primes des assurances privées américaines.

Pas si sûr.

La progressivité du régime fiscal canadien fait en sorte que plus vous gagnez d'argent, plus vous payez d'impôt. Comme les soins de santé sont financés à même les impôts, plus vous êtes riche, plus il vous en coûte cher pour participer au régime public et obligatoire d'assurance santé. Autrement dit, la prime n'est pas ajustée en fonction du risque, comme chez les assureurs privés, mais en fonction du revenu.

Mais comment établir le coût réel des primes que vous payez, par vos impôts, pour avoir accès aux soins de santé « gratuits » ?

Deux économistes de l'Institut Fraser, Nadeem Esmail et Milagros Palacios, ont mis au point

une méthodologie facilement compréhensible pour mesurer cela. L'idée consiste à diviser les ménages canadiens en déciles, c'est-à-dire en 10 groupes égaux, selon l'importance des revenus. Ainsi, le premier décile comprendra les 10 % de ménages ayant les plus faibles revenus, le deuxième décile englobe les 10 % suivants, et ainsi de suite jusqu'au décile supérieur, où on trouve les 10 % de ménages qui font le plus d'argent.

La deuxième étape consiste à établir le taux d'imposition (combiné fédéral-provincial) pour chacun des déciles. On peut ainsi calculer le montant moyen des impôts, ou la facture fiscale assumée par les ménages de chaque groupe. Or, on sait que les dépenses de santé, au Canada, représentent 22,6 % des recettes fiscales des administrations publiques. Il suffit simplement d'appliquer ce pourcentage à la facture fiscale de chaque groupe pour obtenir le montant de la prime.

Illustrons cela avec un exemple. Prenons le sixième décile, assez représentatif des contribuables de la classe moyenne. Les revenus moyens des ménages de ce groupe (tous les chiffres sont ceux de

2006) se situent à 58 446 \$. Un « ménage » correspond à l'ensemble des personnes résidant à la même adresse; il peut s'agir aussi bien d'une personne seule que d'un couple ou d'une famille avec enfants. Sur ce revenu de 58 446 \$, le taux d'imposition moyen est de 44,4 %. Les ménages de ce groupe paient donc, en moyenne, 25 941 \$ en impôts. Comme 22,6 % des impôts servent à financer les dépenses publiques de santé, la prime se situe, dans ce cas-ci, à 5865 \$ par année.

Selon cette méthodologie, on peut calculer que les 10 % des ménages les plus pauvres gagnent en moyenne 10 845 \$, et que leur prime pour avoir accès au système public de santé se situe à 362 \$ par année.

À l'autre bout de l'échelle, les 10 % des ménages les plus riches gagnent en moyenne 204 954 \$, mais leur prime pour participer au même régime grimpe à 26 423 \$.

Sauf pour les riches, l'approche canadienne, fondée sur un financement de la santé par l'entremise des impôts, se compare avantageusement aux assurances privées américaines. En revanche, il est clair que le système canadien est loin d'être gratuit.

Pour avoir une idée de la véritable prime d'assurance santé que vous payez, en fonction de votre revenu : www.fraserinstitute.ca/admin/books/chapterfiles/Feb07ffPalacios.pdf#f

EXPERTECH

La direction et le syndicat s'entendent

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Une entente de principe a été conclue entre la direction d'Expertech, une entreprise d'installation de réseaux détenue par Bell Canada et SNC-Lavalin, et le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier afin d'éviter la fermeture de l'entreprise.

Le 26 février dernier, la direction d'Expertech avait annoncé qu'elle enclencherait un processus de fermeture compte tenu du rejet de son offre finale par ses techniciens représentés par le SCEP, relativement à une nouvelle convention collective de travail.

L'entreprise expliquait alors que ses tarifs étaient de 25 % supérieurs à la moyenne du marché et qu'elle devait mettre en place rapidement une structure de coûts plus concurrentielle afin de conserver sa clientèle et de demeurer rentable.

Expertech prévoyait de cesser progressivement ses activités au cours des quatre prochains mois.

Hier, le syndicat a annoncé qu'une entente de principe était intervenue entre les parties et que des séances de vote à l'intention de ses membres allaient être tenues au cours des prochains jours.

De son côté, la direction a précisé que l'entente de principe conclue durant la fin de semaine est fondée sur des aménagements apportés à son offre finale et que si elle est acceptée par les membres du syndicat, Expertech évitera la fermeture.

Le syndicat recommande l'acceptation de cette entente de principe. Le résultat du vote des syndiqués sera dévoilé le 19 mars.

Expertech compte 1700 employés. Elle fournit des services d'infrastructures de réseau au Canada, principalement au Québec et en Ontario, ainsi qu'aux États-Unis. Le SCEP représente les 1300 techniciens et employés de bureau de l'entreprise au Québec et en Ontario, dont plus de 600 au Québec.

Le principal client d'Expertech est Bell Canada.



Le syndicat d'Expertech recommandera à ses membres d'accepter l'entente de principe. Le résultat du vote des syndiqués sera dévoilé le 19 mars.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Le pipeline d'Ultramar avance

LA PRESSE AFFAIRES

Ultramar a confié à la firme Johnston-Vermette, de Trois-Rivières, la conception du pipeline de 240 kilomètres qui reliera sa raffinerie de Lévis à Boucherville, sur la rive sud de Montréal. Le projet, estimé à 250 millions, démarrera aussitôt que les autorisations auront été obtenues, soit avant la fin de l'année, espère Ultramar.

Johnston-Vermette, qui est associée à Pluritech dans ce projet, prévoit que les travaux permettront l'embauche d'une dizaine d'employés supplémentaires. Il s'agit d'un contrat de plusieurs millions de dollars pour Pluritech et Johnston-Vermette, qui emploient ensemble une centaine de personnes. Les deux firmes ont participé au projet de gazoduc de Gaz Métro qui a traversé le fleuve en 2005 et comptent mettre cette expérience à profit dans le projet d'Ultramar.

Le lien que veut construire Ultramar traversera les rivières Chaudière, Bécancour, Saint-François, Yamaska et Richelieu. Il remplacera le train qui relie quotidiennement la raffinerie de Lévis et Montréal, pour livrer 50 000 barils de carburants par jour.

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement commencera le 12 mars à entendre les parties intéressées au projet Pipeline Saint-Laurent.

BOMBARDIER
AVIS DE DIVIDENDE
Le 15 mars 2007, Bombardier Inc. paiera un dividende mensuel variable de 0,125 \$ CAN par action aux détenteurs d'actions privilégiées série 2 inscrits à la clôture des affaires le 28 février 2007.

Roger Carle
Secrétaire de la Société

Le 1 mars 2007
6467089A

FONDATION ARMAND-FRAPPIER
Remise de la bourse postdoctorale J.-Louis Lévesque

La bourse d'excellence d'une valeur de 30 000 \$ est décernée au Dr Olivier Chambenoit pour ses recherches sur les enzymes, les banques d'ADN, le criblage à haut débit et la robotique.

De gauche à droite : **M. Claude Pichette**, membre de la Fondation, représentant **Mme Suzanne Lévesque**, présidente, Fondation J.-Louis Lévesque, **Dr Olivier Chambenoit**, chercheur postdoctoral à l'INRS-Institut Armand-Frappier, **M. Clément Joly**, FCA, associé RCGT et président de la Fondation, **M. Pierre Lapointe**, directeur général, INRS

www.fondation-afrappier.qc.ca

CNRC-NRC
Programme d'aide à la recherche industrielle

PARI-CNRC
Aider les entreprises canadiennes

Le Programme d'aide à la recherche industrielle du CNRC (PARI-CNRC) offre un éventail de services de consultation de nature technique et commerciale ainsi qu'une possibilité d'aide financière à des petites et moyennes entreprises canadiennes innovatrices.

Le programme est dispensé par un vaste réseau intégré de 260 personnes réparties dans 100 collectivités d'un océan à l'autre. Travaillant directement avec ces clients sur les lieux de l'entreprise, le PARI-CNRC soutient la recherche et le développement novateurs et la commercialisation de produits et services nouveaux.

Pour trouver un conseiller ou une conseillère dans votre collectivité, veuillez communiquer avec nous au :
1-877-994-4727

ou visiter notre site Web à :
pari-irap.cnrc-nrc.gc.ca

AFFAIRES... DURABLES

Le défi des immeubles verts

CÉCILE GLADEL
COLLABORATION SPÉCIALE

Transformer un immeuble en vue d'en faire un bâtiment vert ne se fait pas du jour au lendemain. Sans information, le projet peut rapidement devenir un parcours du combattant.

« Il est primordial d'informer les locataires et d'obtenir leur collaboration avant même les premiers travaux. Si vous placez un conteneur et que les gens ne sont pas prêts, il y a aura de la contamination qui mettra le programme en péril », souligne Pierre Saucier, directeur immobilier de LSR immobilier, qui gère la Tour de la Banque Nationale. Ce dernier a d'ailleurs mis au point un guide de « verdissement » à l'intention des autres gestionnaires d'édifices.

Une fois la décision prise et le plan de communication en marche, on procède par de simples gestes. L'objectif est de réduire la consommation d'eau, baisser l'intensité des luminaires. Puis on rajeunit les refroidisseurs des systèmes de climatisation, on change les filtres des systèmes de ventilation, etc.

Il est d'ailleurs préférable de faire des gestes écologiques au cours de l'entretien régulier de l'édifice. On peut aussi profiter du renouvellement de contrats pour inclure des demandes spécifiques comme le remplacement des produits d'entretien ménager traditionnels par des produits écologiques.

Côté pratique, on favorise l'utilisation de moyens de transport écologiques. On encourage l'utilisation de la bicyclette par l'installation de douches et de stationnements sécurisés.

En plus d'avoir intégré l'ensemble de ces mesures, la Tour de la Banque Nationale, premier édifice certifié Visez vert Plus au



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE ©

Les trois responsables du virage vert de la Banque Nationale : Pierre Saucier, Andréa Rusu et Marie-Josée Santerre.

Québec, a innové en instaurant un centre de recyclage des matériaux de construction.

Des investissements rentables?

La construction ou la transformation d'un édifice vert engendre des coûts supplémentaires qui seront suivis, à plus ou moins long terme, d'économies substantielles.

« Généralement, les coûts de construction sont compétitifs. Les coûts des services profes-

sionnels sont plus élevés de 10 %. Mais ils ne représentent que 5 % du coût total », souligne Guy Favreau, vice-président de la firme Aedifica et architecte agréé LEED.

En contrepartie, l'édifice prendra de la valeur et enregistrera des économies d'énergie, d'eau et d'opérations à long terme. « Un édifice vert a une capacité de rétention des locataires plus élevée », ajoute Guy Favreau.

Les propriétaires d'immeubles sont d'accord : transformer un édifice est un choix gagnant. Mais il n'est pas question de proposer des investissements sans envisager des retombées financières. « Il faut investir, mais pas à n'importe quel prix. On doit démontrer des seuils de rentabilité sur quatre ou cinq ans », souligne Guy Lamarre, directeur général de la gestion immobilière de SITQ.

Ce dernier donne l'exemple des

panneaux solaires qui n'ont pas encore prouvé un bon retour sur l'investissement. « Ces investissements seraient justifiés si l'électricité coûtait 15 cents le KWh comme à Boston », ajoute celui qui rêve d'installer, un jour, une éolienne sur le toit du 1000 de la Gauchetière.

En matière d'efficacité énergétique, les investissements sont absorbés en partie par des subventions et les économies générées. L'édifice de la Banque Nationale a réalisé une économie de 25 % sur une période de neuf ans, ce qui représente environ 400 000 \$.

Mais tout ne se rentabilise pas à 100 %. « On estime que l'installation de système plus efficace nous coûtera 1,5 million pour l'ensemble du parc immobilier. On s'assure d'un seuil de rentabilité sur cinq ans, mais c'est ce n'est pas tant les coûts qu'il faut voir que la nécessité, l'urgence de la situation », souligne Michel Ménard, directeur immobilier d'Hydro-Québec dont plusieurs édifices ont pris le virage vert.

Pour les aider, les propriétaires bénéficient de subventions de l'Agence d'efficacité énergétique et d'Hydro-Québec dédiées aux améliorations dans le domaine de l'efficacité énergétique. Les montants alloués varient de 25 000 à 500 000 \$ selon les projets et le programme.

Pour en savoir plus :

Agence d'efficacité énergétique (secteur industrie et commerce) : www.aee.gouv.qc.ca

Conseil du bâtiment durable du Canada (site presque bilingue) :

www.cagbc.org

US Green Building Council

(en anglais) : www.usgbc.org

BOMA Québec :

www.boma-quebec.org

Certification environnementale

des bâtiments commerciaux :

www.bomagogreen.com

La Caisse de dépôt à l'avant-garde

CÉCILE GLADEL
COLLABORATION SPÉCIALE

Les gestionnaires de SITQ, promoteur, investisseur et gestionnaire d'immeubles de bureaux en Amérique du Nord et en Europe, se présentent comme à l'avant-garde en matière de transformations écologiques. L'édifice de la Caisse de dépôt et de placement, géré par SITQ, en est la preuve, ayant acquis la certification Visez vert Plus.

Depuis les années 90

« Depuis le début des années 90, on a instauré des program-

mes de recyclage dans nos immeubles, de qualité d'air et d'efficacité énergétique. Un immeuble qui part de zéro doit débiter par ces trois catégories », explique Guy Lamarre, directeur général de la gestion immobilière de SITQ.

Plusieurs initiatives de recyclage ont d'abord été mises de l'avant dans les édifices de SITQ qui ont tous la certification Visez vert.

Défi

Le défi? Trouver les locaux pour entreposer les matières recyclées. Le conseil? Le tri doit s'organiser à la source.

S'il y a contamination, l'ensemble des matières recyclables prend le chemin du lieu d'enfouissement.

Rentable

Le recyclage peut cependant s'avérer rentable, puisque SITQ remet annuellement un profit de 75 000 \$ à la Fondation Immobilière de Montréal pour les jeunes (FIMJ).

On retrouve aussi des initiatives locales qui ont été transposées ailleurs. Par exemple, l'édifice du 1000, De La Gauchetière a instauré la récupération du matériel électronique.

LES IMMEUBLES COMMERCIAUX DE L'AVENIR

Des toits verts?

Le dernier stade dans la transformation écologique d'un édifice sera l'installation éventuelle d'un toit vert. Si l'architecte agréé LEED, Guy Favreau, ne sait pas jusqu'à quel point l'architecture verte va transformer l'immeuble de l'avenir, il est persuadé que les toits verts en feront partie tout comme l'utilisation des arbres et des capteurs solaires. « La tendance verte aura une influence sur la forme des bâtiments », prédit le vice-président de la firme Aedifica.

Des centres satellitaires?

La future construction du siège social de Bell Canada, qui vise la certification LEED, à L'Île-des-Sœurs semble confirmer la tendance à la création d'édifices style campus, qui favorise les centres-villes satellites. Les entreprises se rapprochent du lieu de résidence de leurs employés. « On densifie comme il y a 100 ans, par exemple avec le locoshop Angus », a constaté Guy Favreau.

« La tendance vient des États-Unis et de Toronto. Les grosses entreprises se déplacent en banlieue dans des édifices plus modernes, entourés d'espaces verts », souligne le directeur général de GVA Devencore, Alfredo Gomes.

Cécile Gladel, collaboration spéciale

EN DÉTAIL

LEED

Les six grandes catégories et les points possibles attribués (70 points maximum)

1-Aménagement écologique des sites -14 points

2-Gestion efficace de l'eau - 5 points

3-Énergie et atmosphère - 17 points

4-Matériaux et ressources -14 points

5-Qualité des environnements intérieurs -15 points

6-Innovation et processus de design -5 points

Deux édifices LEED au Québec :

Le pavillon Lassonde de l'École polytechnique

La TOHU, Chapiteau des arts

10 CRITÈRES POUR VISEZ VERT

1-Réduction de la consommation d'énergie (obligatoire)

2-Réduction de la consommation d'eau (Plan d'action)

3-Gestion des déchets de construction (Plan d'action)

4-Recyclage des produits de consommation de l'immeuble (obligatoire)

5-Gestion des produits dangereux (obligatoire)

6-Utilisation de produits sains et recyclés (Plan d'action)

7-Gestion des substances affectant la couche d'ozone (obligatoire)

8-Qualité de l'air intérieur (Plan d'action)

9-Entretien des systèmes de chauffage et de ventilation (obligatoire)

10-Programme de communication des questions environnementales (obligatoire)

90 IMMEUBLES CERTIFIÉS VISEZ VERT AU QUÉBEC

(novembre 2006) dont quatre immeubles certifiés Visez vert Plus :

-Centre Caisse de dépôt et de placement Capital, SITQ

1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal

-Édifice Loto-Québec - 955, chemin St-Louis, Québec

-La Maison de Radio-Canada,

1400, boul. René Lévesque Est, Montréal

-Tour Banque Nationale

600, De La Gauchetière Ouest, Montréal

Cécile Gladel, collaboration spéciale

20 MILLIONS

Un additif performant!

 **FONDS**
de solidarité FTQ

LA PRESSE AFFAIRES MARCHÉS MONDIAUX

Achetez des actions, dit Wall Street

BLOOMBERG

Les plus grands gestionnaires de portefeuilles et les stratèges de Wall Street n'en démontrent pas : le marché haussier qui porte sur sa vague les actions américaines depuis quatre ans va se poursuivre même après la pire dégringolade, la semaine dernière, de l'indice Standard & Poor's 500 depuis janvier 2003. Les investisseurs ont alors craint que le ralentissement de l'économie ne nuise aux profits des compagnies.

Putnam Investments, une filiale du canadien Great-West Lifeco qui surveille l'un des fonds d'actions américaines les plus performants, et BlackRock, gestionnaire de portefeuilles qui vient au deuxième rang parmi les sociétés publiques de ce genre aux États-Unis, soutiennent que les actions sont bon marché.

Pour leur part, Citigroup et UBS AG conseillent aux investisseurs d'augmenter leur pondération en actions américaines. Les 15 stratégies suivis par Bloomberg s'en sont tous tenus à leurs prévisions du 2 mars dernier. Ce jour-là, le Standard & Poor's 500 reculait de 1,1 %, ce qui portait à 4,4 % sa chute de la semaine.

« Nous sommes plus favorablement disposés envers le marché américain que nous ne l'étions à la fin de l'année dernière », indi-

Les stratégies sondées par l'agence Bloomberg prédisent, en moyenne, une hausse de 12 % du Standard & Poor's 500 d'ici un an.

À la suite de la dégelée de la semaine dernière, les titres des sociétés membres de cet indice s'échangent à une moyenne de 15 fois les bénéfices prévus, soit 45 % de moins que la moyenne mensuelle de 27,3 fois au cours des 10 dernières années.

Les titres de sociétés américaines de technologie, de biens de consommation et de constructeurs d'habitations sont devenus « plus attrayants », avance M. Cronin, ajoutant que sa firme a l'intention d'ajouter à sa position dans ces secteurs. Le Putnam Investors Fund, qui dispose de 4,11 milliards US, a fait mieux que 92 % de ses concurrents au cours des cinq dernières années, selon des données recueillies par Bloomberg.

Les investisseurs actifs sur le marché du capital à risque privé, qui ont quelque 1600 milliards US à dépenser cette année, pourraient aussi aider les actions à rebondir après les pertes récentes, selon Robert Doll, de BlackRock, et David Bianco, de UBS.

De son côté, Dresdner Kleinwort, de Londres, qui compte sur la meilleure équipe de stratèges en matière d'actions selon les résultats des sondages Thomson Xtel au cours des trois dernières années, ne partage pas l'optimisme de Wall Street. Selon cette division de Dresdner Bank, les investisseurs devraient réduire leur pondération en actions et acheter des obligations gouvernementales parce que les Bourses n'ont pas fini de reculer.

CHUTE DES BOURSES

Pas de panique, clament Washington et Tokyo

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La chute des Bourses dans le monde semble déconnectée des fondamentaux de l'économie mondiale, qui connaît une phase de croissance exceptionnelle depuis plusieurs années et bénéficie de la bonne santé de l'Asie et de la reprise en Europe.

Le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, et le ministre japonais des Finances, Koji Omi, ont lancé hier un message en ce sens en jugeant que « les fondamentaux de l'économie mondiale sont solides ».

Ses marchés « ne reflètent pas toujours à terme l'évolution des fondamentaux de l'économie », avait déjà déclaré M. Paulson dimanche, écartant tout risque de récession aux États-Unis.

Dès la semaine dernière, le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, avait lui aussi tenté de calmer le jeu après que son prédécesseur Alan Greenspan eut évoqué une éventuelle « récession » aux États-Unis.

Il avait estimé que la croissance devrait se poursuivre à un rythme « modéré ».

Wall Street stabilisée

Toujours fébriles, les Bourses asiatiques et européennes ont continué hier à perdre du terrain, mais Wall Street s'est stabilisée après avoir connu sa plus forte chute la semaine dernière depuis le lancement de la guerre en Irak en 2003.

Les économistes restent eux aussi relativement sereins. S'ils prévoient un ralentissement de la croissance américaine, à entre 1,5 à 2,5 % cette année, on est loin d'une récession.

De son côté, la zone euro devrait enregistrer une croissance de plus de 2 % cette année et l'économie asiatique reste très vigoureuse : l'économie chinoise devrait encore progresser d'au moins 8 % cette année, a

LA PRESSE AFFAIRES

Les musées Tussaud passent à Blackstone

BLOOMBERG

Blackstone Group vient de consentir à acquérir Tussauds Group, propriétaire des musées de cire Madame Tussaud, à Londres, au prix de 1 milliard de livres (1,9 milliard US), ce qui lui permettra de devenir le deuxième exploitant mondial d'attractions touristiques.

Merlin Entertainments Group, une division de Blackstone, va acheter Tussauds de Dubai International Capital, une firme de rachat soutenue par le gouvernement de l'émirat Dubai qui a acquis le musée de cire il y a deux ans, a fait savoir la société dans un communiqué. Dubai recevra une participation de 20 % dans l'entreprise issue de la fusion.

Le rachat combine les parcs thématiques London Dungeon et Legoland, de Blackstone, au

musée de cire Tussaud et à la grande roue London Eye pour créer le deuxième exploitant mondial de parcs thématiques au chapitre du nombre de visiteurs après Walt Disney, propriétaire de Disneyland. Tussauds attire 14 millions de visiteurs dans ses établissements chaque année.

« C'est un actif qui leur convient parfaitement », soutient Dennis Spiegel, le président de International Theme Park Service, une société-conseil établie à Cincinnati. « Cela leur confère une position très stratégique non seulement à l'échelle internationale, mais certainement aussi en Europe », ajoute-t-il.

La société prévoit ouvrir des musées de cire Tussaud, célèbres pour leurs modèles de stars telles que David Beckham et Brad Pitt, à Washington cette année et à Hollywood en 2008.



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Les musées de cire Madame Tussaud sont célèbres pour leurs statues représentant des stars. Ci-dessus, les modèles de Brad Pitt et d'Angelina Jolie.

WALT DISNEY AVAIT COMPRIS QUE
LES RÊVES N'ONT PAS DE FIN.

FONDS DYNAMIQUE^{MC}
VOUS INVITE À NE
JAMAIS L'OUBLIER.

Claude Coats, *Fantasia. Fantasia. L'Apprenti sorcier* (détail), 1940, Étude préliminaire, Huile sur papier, Burbank, Californie, Walt Disney Feature Animation and the Animation Research Library © Disney Enterprises, Inc.

Il était une fois Walt Disney

8 mars au 24 juin 2007

Pavillon Jean-Noël Desmarais



MUSÉE DES BEAUX-ARTS
DE MONTRÉAL

www.mbam.qc.ca ou 1-800-899-MUSE (6873)

EN PARTENARIAT AVEC

FONDS DYNAMIQUE^{MC}
Investissez dans les bons conseils.™

50
DEPUIS
1957

Venez découvrir les sources d'inspiration de Disney – dessins, peintures, estampes, architecture, films et musique – ainsi que des œuvres originales des artistes des studios Disney.

Pour avoir un aperçu de l'exposition, visitez www.dynamique.ca/mbam/disney.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

SOUMISSIONS PUBLIQUES

Service pour la prise de photographie pour personnes éligibles au tarif réduit

Documents disponibles : paiement seulement par chèque visé ou mandat à l'ordre de la STM au montant de 50 \$ - non remboursable; 8845, boul. St-Laurent, réception, Montréal, à compter du 6 mars 2007, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30.
Information : (514) 280-4644.

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le jeudi 22 mars 2007 à 15 h. Ouverture publique suivra. Garantie de soumission de 50 000 \$. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-3279-11-06-25

Louise Pouliot
Secrétaire adjointe de la STM



3467430A

Commission scolaire de
SAINT-HYACINTHE

APPEL D'OFFRES

PROJET 0708-005 :
Réfection de la toiture de l'école

Sainte-Rosalie

PROPRIÉTAIRE:
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe
2255, avenue Sainte-Anne, Saint-Hyacinthe
J2S 5H7

ARCHITECTE :
Mme Natalie Smith

La Commission scolaire de Saint-Hyacinthe demande des soumissions pour la réfection de trois bassins de la toiture de l'école Sainte-Rosalie (11 879 pi²), sise au 5020 rue Marquette, Saint-Hyacinthe.

Les plans, devis, documents contractuels et les autres renseignements pourront être consultés au bureau du propriétaire. Les entrepreneurs pourront obtenir copie de ces documents le mercredi 7 mars 2007 contre un dépôt non remboursable de vingt-cinq dollars (25\$) (argent comptant ou chèque fait à l'ordre de la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe).

Une visite du site aura lieu le mercredi 14 mars 2007 à 14 h.

Les soumissions dans des enveloppes cachetées et adressées à la Commission scolaire, seront reçues au bureau du propriétaire, au 2255 avenue Sainte-Anne, Saint-Hyacinthe, jusqu'à 14 h, le jeudi 5 avril 2007 et seront ouvertes publiquement au bureau de la Commission scolaire le même jour et à la même heure.

Les travaux pourront débuter le 23 juin 2007 et devront être terminés le 17 août 2007.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé au montant de 10% du total de la soumission, à l'ordre du propriétaire, ou d'un cautionnement de soumission établi au même montant, valide pour une période de soixante (60) jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services. Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50% du prix du contrat et lorsqu'elles sont sous forme de chèque visé, le montant de chacune d'elles correspond à 10% du prix du contrat.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, le cas échéant, la licence requise en vertu de la loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1).

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission.

Le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Jean-François Soumis, directeur
Service des ressources matérielles
Saint-Hyacinthe, le 28 février 2007

3467438

Les investissements résidentiels à la hausse

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les investissements dans le secteur résidentiel ont crû de 8,5 % au Canada en 2006 pour atteindre une somme record de 79,8 milliards, a indiqué hier Statistique Canada.

Cette huitième hausse annuelle consécutive s'explique surtout par l'« économie dynamique » de l'Alberta (augmentation des investissements résidentiels de 26,8 %), de la Colombie-Britannique (+ 18 %), de la Saskatchewan (+ 9,9 %) et du Manitoba (+ 8,3 %), a souligné l'organisme fédéral dans un communiqué.

Au Québec, le total des investissements pour les logements neufs, les rénovations et les coûts d'acquisition a aussi progressé en 2006, mais de seulement 1,2 % par rapport à 2005, l'une des plus faibles performances au pays.

La hausse de 8,3 % des dépenses en rénovations au Québec a à peine compensé pour la baisse de 6,9 % des investissements dans les maisons unifamiliales.

En Ontario, les investissements totaux dans le secteur résidentiel ont crû de 3,8 %.

La migration interprovinciale, l'accroissement de l'emploi, l'immigration internationale et les

taux hypothécaires relativement faibles ont également contribué à la hausse des investissements totaux dans le secteur résidentiel, a précisé Statistique Canada.

« La croissance du prix des maisons a aussi joué un rôle important dans l'augmentation du montant des investissements, les mises en chantier demeurant presque inchangées », a fait remarquer l'organisme.

La plus grande part des investissements résidentiels a été consacrée à l'achat de maisons et de copropriété neuves, pour un montant total de 40,7 milliards, en hausse de 9,2 %.

Or, l'indice des prix des logements neufs a augmenté de 10,2 % en 2006, de sorte qu'en dollars constants, l'investissement dans les maisons unifamiliales neuves n'a progressé que de 0,1 % par rapport à 2005. Du côté des appartements en copropriété, la hausse, en dollars constants, a été plus substantielle : 5,1 %.

Les dépenses en rénovations ont bondi de 8,7 % en 2006 pour atteindre 32 milliards en 2006, tandis que les coûts d'acquisition (taxes de vente, frais de développement de terrain, services, etc.) ont crû de 8,7 % pour se chiffrer à 7,1 milliards.

Les immeubles de Revenu Canada et de la GRC sont à vendre

Le gouvernement fédéral a annoncé hier sa volonté de vendre à des promoteurs privés neuf de ses 370 immeubles de bureaux. Du nombre, celui qui abrite à Montréal l'Agence fédérale du revenu, boulevard René-Lévesque, et celui où loge la Gendarmerie royale à Westmount, rue Dorchester, seront offerts à des promoteurs privés. Il ne s'agit pas d'une « vente de feu », assure le ministre des Travaux publics Michael M. Fortier. « Avant d'aller de l'avant avec toute cession-bail, le gouvernement obtiendra d'autres avis indépendants pour analyser s'il est judicieux sur le plan financier de procéder », a-t-il indiqué par voie de communiqué. Le ministre soutient que la propriété et la gestion immobilière ne font pas partie des « activités essentielles » d'Ottawa. La cession-bail permettrait de profiter « de la discipline et de l'efficacité du secteur privé » notamment en matière d'entretien et de réfection. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada précise que les immeubles seraient cédés à des Canadiens et que le gouvernement resterait locataire. Les autres édifices susceptibles de se retrouver sur le marché sont situés à Ottawa, Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

Cet édifice gouvernemental, situé au 305 boulevard René-Lévesque Ouest, sera privatisé.

AEterna Zentaris abandonne ses essais sur le Neovastat

PRESSE CANADIENNE

MONTREAL — La société biopharmaceutique AEterna Zentaris a annoncé hier l'abandon de ses essais cliniques sur le traitement Neovastat contre le cancer qu'elle poursuivait dans le cadre d'un programme de développement avec le National Cancer Institute des États-Unis.

La nouvelle a fait dégringoler

hier l'action de la société de Québec de plus de 8 %, soit 31 cents, pour clôturer à 3,45 \$ à la Bourse de Toronto.

« La décision fait suite aux résultats préliminaires de l'étude d'enregistrement de phase 3 en cancer du poumon ne comportant pas de petites cellules qui ont démontré que Neovastat, en combinaison avec un traitement de chimiothérapie d'attaque suivi d'un traitement

concomitant de chimiothérapie et de radiothérapie, quoique non toxique, n'avait cependant pas atteint l'objectif principal visant une augmentation de 25 % du temps de survie des patients comparativement au groupe contrôle placebo », a indiqué la société dans un communiqué.

Aeterna Zentaris a par ailleurs fait état d'un bénéfice en hausse à son quatrième trimestre grâce

à un gain extraordinaire lié au désinvestissement de sa filiale Biotechnologies Atrium.

Le bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 décembre s'est établi à 39 millions US, soit 74 cents US l'action, une hausse marquée par rapport au profit de 936 000 \$US, ou 2 cents US l'action, affiché pour la même période un an plus tôt. La société inscrit ses résultats en dollars américains.

Banque de Montréal

AVIS DE DIVIDENDES

AVIS est par les présentes donné que les dividendes par action en circulation de la Banque de Montréal pour le trimestre courant sont déclarés payables aux actionnaires inscrits à la clôture des livres, le 4 mai 2007, selon les modalités ci-dessous :

- Dividende no 594, au taux de 0,68 \$ par action ordinaire entièrement libérée, payable à compter du 30 mai 2007;
- Dividende no 37, au taux de 0,30 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 4, payable à compter du 25 mai 2007;
- Dividende no 37, au taux de 0,33125 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 5, payable à compter du 25 mai 2007;
- Dividende no 36, au taux de 0,296875 \$ par action privilégiée entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 6, payable à compter du 25 mai 2007;
- Dividende no 22, au taux de 0,371875 \$ U.S. par action privilégiée perpétuelle entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 10, payable à compter du 25 mai 2007; et
- Dividende no 1, au taux de 0,39452 \$ par action privilégiée perpétuelle entièrement libérée de catégorie B, à dividende non cumulatif, série 13, payable à compter du 25 mai 2007.

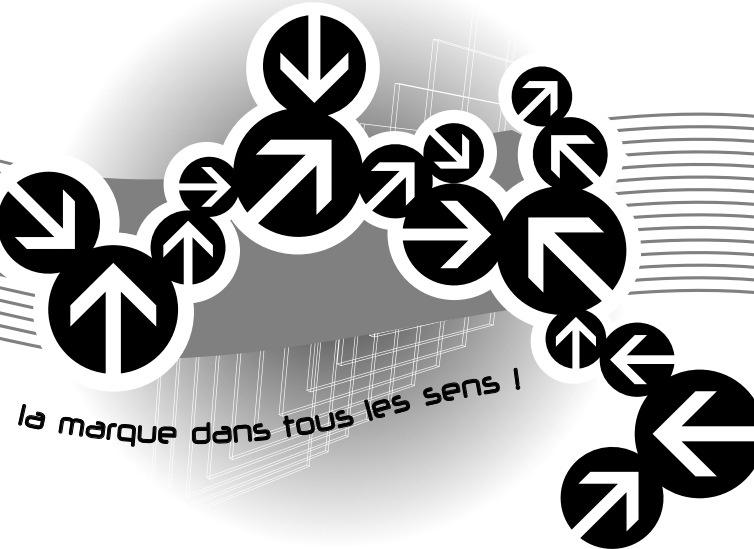
Au lieu de recevoir leur dividende en argent, les actionnaires de la Banque de Montréal peuvent le recevoir en actions ordinaires de la Banque conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires. À cet égard, les actionnaires qui voudraient participer à ce programme doivent faire parvenir leur formule d'adhésion à la Société de fiducie Computershare du Canada, 100, avenue University, 9^e étage, Toronto (Ontario) M5J 2Y1 avant la clôture des livres le 4 mai 2007.

Les propriétaires d'actions détenues et enregistrées dans un compte prête-nom qui désirent participer au Régime doivent demander l'inscription de leur nom au registre des actionnaires en transférant ces actions à leur nom ou dans un compte spécifique, séparé et enregistré, tel qu'un compte numéroté dans une banque ou une société de fiducie. Pour de plus amples renseignements, téléphoner à la Société de fiducie Computershare du Canada au numéro 1 800 340-5021.

Par ordre du conseil d'administration
Sharon Sandall
Secrétaire adjointe principale
Toronto, le 1^{er} mars 2007

CONSORTIUM MARKETING

L'UNIVERS DE LA MARQUE



23 MARS 2007

Inscription en ligne : www.hec.ca/consortiummarketing

Cadeaux pour les premiers inscrits • Attention, places limitées !!!
Contact : consortiummarketing@hec.ca

L'ORÉAL
CANADA

Deloitte
Samson Belair/Deloitte & Touche

Leger
MARKETING

Design réalisé par
dju
d'urgence

Groupe Cossette Communication

LA PRESSE

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.			
* Modifications aux renseignements déjà publiés.			
A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ;			
X = supplémentaire ; E = extraordinaire.			
% = annulé ; @ = ajournée.			
Raison sociale	Date insc.	Date d'ass.	Type
Abode Mortgage Holdings Corp.	Mars22	Avr 26	AG
Act360 Solutions Ltd.	Mars23	Avr 25	AG
Adaltis Inc.	Mars23	Mai 03	A
Addenda Capital Inc.	Mars23	Avr 25	AGS
Airboss Of America Corp.	Mars23	Mai 10	A
Akita Drilling Ltd.	Mars30	Mai 07	A
Aldridge Minerals Inc.	Mars22	Mai 03	AGS
Allen-Vanguard Corporation	Mars16	Avr 25	AGS
Alta Natural Herbs & Suppl Ltd	Mars19	Avr 26	AGS
Amisk Inc.	Mars21	Avr 24	AG
Amtelecom Income Fund	Mars23	Mai 02	A
Anderson Energy Ltd.	Mars23	Mai 09	A
Arakaw Energy Corporation	Mai 07	Jun05	AS
Argent Mining Corp.	Mars21	Avr 25	AGS
Avenue Financial Corporation	Mars13	Avr 24	S
ATCO Ltd.	Mars21	Mai 10	A
Badger Income Fund	*Mars22	Avr 26	AGS
Baja Mining Corp.	Avr 12	Mai 09	AG
Bestair Inc.	*Fevr26	Avr 02	AGS
Beta Minerals Inc.	Mars26	Mai 03	AGS
Biomira Inc.	Mars19	Mai 16	AS
Biowall Corporation	Mars29	Mai 17	AS
Birchcliff Energy Ltd	Mars19	Avr 30	AG
Bird Construction Company Ltd.	Mars19	Avr 30	AG
Black Bull Resources Inc.	Mars19	Avr 30	AG
Black Diamond Income Fund	Mars26	Mai 02	AG
Bluegrouse Seismic Solutions L	Mars16	Avr 25	AG
Bombardier Inc.	Avr 05	Mai 29	A
Bonnett's Energy Services Tr	Mars21	Mai 10	AS
Brookfield Asset Management	Mars21	Mai 02	AS
Burns & McDougall Inc.	Avr 13	Mai 19	AGS
BHR Buffalo Head Resources Ltd	Mars26	Avr 30	AG
Calvalley Petroleum Inc.	Mars21	Mai 09	AG
Canada Bread Company, Limited	Mars27	Mai 02	A
Canadian Real Estate Inv Trust	Mars20	Mai 15	AS
Canadian Royalties Inc.	Mars23	Mai 10	AG
Canadian Utilities Limited	Mars14	Mai 03	A
Canamir Metals And Mining C	Mars26	Avr 26	AGS
Canfor Pulp Income Fund	Mars20	Mai 01	AGS
Cap-Link Ventures Ltd.	Fevr19	Mars26	AG
Cascades Inc.	Mars19	Mai 10	AG
Cassidy Gold Corp	Mars21	Avr 25	AS
Century II Holdings Inc.	Mars22	Mai 03	AS
Chemin De Fer Canadian Pacific	Mars23	Mai 03	AG
Chesswood Income Fund	Mars23	Mai 17	AS
Claude Resources Inc.	Mars21	Mai 08	AGS
Consolidated Venturux Holdings	Mars26	Avr 30	AGS
Coopers Park Real Estate Corp	Mars08	Avr 12	AEG
Cordero Energy Inc.	Mars23	Mai 03	A
Cornerstone Capital Resources	Mars19	Avr 23	AS
Corporation minière Rocme Inc	Mars08	Avr 12	AGS
Cross Lake Minerals Limited	Mars23	Mai 01	AS
Crystal Vintage Growth Corp.	Fevr28	Mars30	S
CAE Inc.	Mai 01	Jun28	AS
CCL Industries Inc.	Mars20	Mai 03	AS
CML Healthcare Income Fund	Mars23	Avr 26	A
CPI Plastics Group Ltd.	Mars23	Mai 10	AG
Destiny Resource Services Corp	Mars22	Mai 11	AGS
Diaz Resources Ltd.	Mars19	Mai 16	AG
Dividend 15 Split Corp.	Mars23	Avr 24	S
Draxis Health Inc.	Mars19	Mai 17	A
Eastmain Resources Inc.	Mars16	Avr 25	AS
Emera Inc.	Mars19	Mai 01	AGS
Endev Energy Inc.	Mars26	Mai 15	AG
Enterprise Oil Limited	Mars05	Avr 26	AGS
Entreprise minières Globex inc	Mars19	Mai 17	AG
Eurogas Corporation	Avr 02	Mai 24	AGS
Expl. Minière Du Nord Ltée	Mars27	Mai 03	AS
Fairquest Energy Limited	Mars30	Mai 10	AG
Far West Mining Ltd.	Mars23	Avr 24	S
Financial 15 Split Corp	Mars23	Avr 24	S
Financial 15 Split Corp II	Mars23	Avr 24	S
Firan Technology Group Corp	Mars13	Avr 19	A
First National Financial IF	Mars21	Avr 25	AG
Fonds de revenu Colabor	Mars19	Avr 25	AG
Fonds de revenu Transforce	Mars19	Avr 24	AG
Fonds Galileo	Mars19	Avr 18	S
Fort Chicago Energy Partners	Mars12	Mai 10	AG
Fortis Inc.	*Mars30	Mai 08	A
Freehold Royalty Trust	Mars20	Mai 09	AG
Fronteer Development Group Inc	Mars26	Mai 02	AS
Fun Technologies Inc.	Mars23	Mai 03	A
Ge-Ten Ventures Inc.	Mars16	Avr 20	AGS
Genemax Corp.	Fevr16	Mars27	S
General Donlee Income Fund	Mars23	Mai 11	A
Geocore Exploration Inc.	Fevr26	Avr 02	AG
Glendale International Corp.	Mars26	Mai 04	A
Glentel Inc.	Mars15	Mai 03	A
Global Alumina Corporation	Mars14	Avr 25	AGS
Gold Canyon Resources Inc.	Mars23	Avr 26	AG
Golden Star Resources Ltd	Avr 09	Mai 09	AG
Golf Town Income Fund	Mars23	Mai 09	AG
Grid Capital Corporation	Mars23	Avr 27	AGS
Groupe Canam Inc.	Mars21	Avr 25	AGS
Groupe Mallico Inc.	Fevr07	Mars13	AS
Groupe TVA Inc	Mars15	Mai 04	AG
GSI Group Inc.	Mars26	Mai 15	AG
Healthscreen Solutions Incorp	*Fevr14	Mars28	AGS
High Liner Foods Incorporated	Mars23	Mai 11	AG
Highbone Oil & Gas Limited	Mars20	Mai 09	A
Home Capital Group Inc.	Mai 16	Mai 16	AGS
Home Equity Income Trust	Mars19	Mai 04	AS
Horizon North Logistics Inc.	Mars21	Mai 10	AS
Hydrogenics Corporation	Mars22	Mai 11	AS
Imperial Metals Corporation	Mars20	Mai 14	AS
Inneregg Energie fonds de Rev.	Mars22	Mai 09	AG
Inter-Citic Minerals Inc.	Mars09	Avr 12	AGS
Investissements St. Pierre Inc	Mars13	Avr 12	AS
Ipsco Inc.	Mars22	Avr 26	AS
Ivanhoe Mines Ltd	Mars21	Mai 11	AG
IMS Experts Conseils inc.	Mars20	Avr 24	AG
ING Canada Inc.	Mars26	Mai 16	AG
IROC Systems Corp.	Avr 04	Mai 09	AS
Jaguar Mining Inc.	Mars26	Mai 10	AGS
Kalanga Mining Limited	Mars30	Mai 10	AS
Kik Tire Technologies Inc.	Mars20	Avr 20	AG
King George Financial Corp	Mars27	Mai 16	AG
Kinross Gold Corporation	Mars19	Mai 02	AGS
Kruger Capital Corp	*Fevr12	Mars22	S
La Société Financière Manuvie	Mars14	Mai 03	A
Laboratoires Palladin inc.	Mars20	Mai 08	AGS
Leon's Furniture Ltd	Mars23	Mai 14	AS
Les Biotechnologies Atrium inc	Mars23	Mai 09	AGS
Les Industries Dorel	Mars20	Mai 17	AG
Linear Metals Corporation	Mars22	Avr 26	AG
Magellan Aerospace Corporation	Mars30	Mai 01	AGS
Manitoba Telecom Services Inc.	Mars21	Mai 09	AG
Maple Leaf Foods Inc.	Mars21	Avr 26	AG
Match Capital Resources Corp.	Mars23	Avr 30	AS
McCoy Corporation	Mars27	Mai 10	AG
Medical Facilities Corporation	Avr 02	Mai 11	AG
Metallic Ventures Gold Inc	Mars19	Mai 16	A
Methylen Inc.	Avr 19	Mai 16	AGS
Millstreet Industries Inc.	*Mars12	Avr 05	AGS
Minelfinders Corporation Ltd	Mars21	Mai 09	A
Mines Aurizon Ltee	Mars22	Mai 11	AGS
Morneau Sobeco Income Fund	*Mars22	Mai 15	A
Mullen Co. Limited Partnership	Mars22	Mai 01	A
Muller Business Income Fund	Mars29	Avr 26	AS
Mystique Energy Inc.	Mars27	Avr 26	AS
New Millennium Technology Trus	Fevr27	Avr 26	AS
Newfoundland Capital Corp	Mars23	Mai 08	A
Newport Partners Income Fund	Mars23	Mai 08	A
Nexient Learning Inc.	Mars23	Mai 10	A
Noble Metal Group Incorp.	Mars26	Mai 01	AG
Norstar Aerospace Inc	Mars16	Mai 10	AG
Novavest Resources Inc.	Mars23	Avr 27	AG
Nuvista Energy Ltd.	Mars15	Mai 03	AS
Nuvo Research Inc.	Mars22	Mai 01	A
Oilexco Incorporated	Mars23	Mai 09	AGS
Onex Corporation	Mars22	Mai 10	A
Oppenheimer Holdings Inc	Mars14	Mai 14	AS
Oremex Resources Inc.	Mars23	Mai 03	AG
Orko Silver Corp.	Mars19	Avr 23	AGS
Oro Gold Resources Ltd.	Mars21	Avr 25	AG
ONA Exploration Inc.	Mars16	Avr 20	AG
Pacific Northern Gas Ltd	Mars20	Avr 26	AG
Pantera Drilling Income Trust	Mars21	Mai 08	AS
Paragon Pharmacies Limited	Mars16	Avr 16	AG
Parran Capital Inc.	*Mars02	Avr 05	AGS
Pathon Inc.	Mars20	Avr 19	AS
Peerless Energy Inc	Mars27	Mai 16	AGS
Perfect Fry Corporation	Mars20	Avr 24	AG
Pet Valu Canada Inc	Mars14	Mai 01	AS
Phoenix Technology Income Fund	Mars21	Mai 10	AG
Pinetree Capital Ltd	Mars22	Avr 26	AS
Points International Ltd.	Mars26	Mai 09	AG
PrimeWest Energy Trust	Mars15	Mai 03	AG
Prizm Canadian Income Fund	Mars23	Mai 09	A
Progress Energy Trust	Mars22	Avr 26	AGS
ProEx Energy Ltd.	Mars20	Avr 24	A
PSB Corporation	Mars29	Mai 03	AG
Quebecor Inc	Mars21	Mai 10	A
Raytec Development Corp	Mars08	Avr 12	AGS
Realex Properties Corp	Mars22	Avr 26	AG
Redcorp Ventures Ltd	Mars20	Avr 27	AS
Resolve Business Outsourcing	Mars19	Mai 16	AS
Ressources Affinor Inc.	Mars14	Avr 18	AS
Ressources Autanabi Inc	Fevr28	Mars30	AS
RioCan REIT	Mars19	Mai 15	AS
Riverstone Resources Inc.	Fevr19	Mars26	AG
Roadking Travel Centres Inc.	Mars23	Avr 23	AGS
Russell Metals Inc	Mars19	Mai 03	A
Saxon Energy Services Inc	Mars15	Mai 15	AS
Scaptree Investment Counsel	*Mars21	Mai 07	AGS
Scorpio Capital Corp.	*Mars01	Mars31	S
Scorpio Mining Corporation	Mars26	Avr 30	AGS
Sierra Wireless Inc.	Mars23	Mai 02	AGS
Silver Wheaton Corp	Mars20	Avr 26	AS
Spectral Diagnostics Inc.	Mai 08	Mai 08	AS
Spectrum Signal Processing Inc	*Mars20	Avr 20	A
Spirinite Income Fund	Mars19	Avr 24	A
Starfire Minerals Inc.	Mars02	Avr 19	AGS
Strongco Income Fund	Mars16	Mai 01	A
Sustainable Energy Technology	Mars23	Avr 27	AGS
Sylogist Ltd.	Fevr09	Mars21	AGS
Systems Xcellence Inc	Mars20	Mai 16	AG
Tahera Diamond Corporation	Mars27	Mai 15	AGS
Talisman Energy Inc.	Mars12	Mai 09	AG
Tearlach Resources Limited	Fevr28	Mars30	AGS
Technologies Miranda Inc.	Mars23	Mai 03	AS
Teknikon Corporation	Mars28	Mai 15	AG
Terra Energy Corp.	Mars28	Mai 15	AGS
Terrenex Acquisition Corp.	Fevr16	Mars26	AS
The Brick Group Income Fund	Mars23	Mai 11	AG
The Silver Recycling Company I	Mars16	Avr 19	AG
Thundermin Resources Inc	Mars21	Mai 10	A
Tribune Resources Corp.	Fevr21	Mars23	AS
Tribute Resources Inc	Avr 20	Mai 15	AGS
Trican Well Service Ltd.	Mars21	Mai 09	AGS
Trinac Income Fund	Mars23	Mai 11	AG
TSO3 INC.	Mars12	Mai 03	AG
Uni-Select Inc	Mars23	Mai 10	AGS
Ursalia Energy Ltd.	Mars06	Avr 05	S
Urbania Corporation	Mars23	Mai 11	AG
Virex Medical Corp.	Mars23	Mai 03	AG
Wajax Limitee	Mars19	Mai 04	AS
Welco Energy Services Trust	Mars23	Mai 10	AGS
Westar Resources Corp.	Mars23	Avr 25	AGS
Western Oil Sands Inc	Mars20	Mai 09	A
Western Pacific Trust Company	Avr 25	Jul07	AG
Western Troy Capital Resources	Avr 05	Mai 15	AGS
Winalla Inc.	Mars20	Avr 24	AS
Wipapak Ltd.	Mars20	Avr 24	AG
Wood Composite Technologies	Mars23	Avr 26	AG
World Ventures Inc.	Mars07	Avr 11	AG
Xillix Technologies Corp	Mars20	Avr 23	AS
Xtreme Coil Drilling Corp	Mars20	Avr 25	AS
Yukon Zinc Corporation	*Mars19	Mai 15	AG
Zargon Energy Trust	Mars19	Avr 26	

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

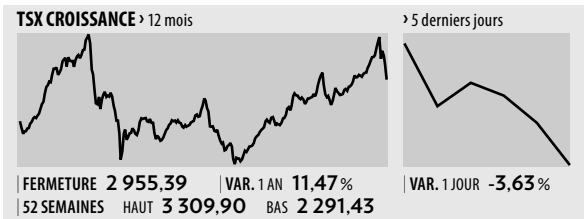
La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

		FERMETURE	CHANGEMENT		VOLUME	VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES		DIV.	
		IQ 30	(\$)	NET	(%)	(100)	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS	ANN.
Abitibi-Consolidated (A)	✓	3,18	-0,03	-0,94	8 573	6,36	1 400	5,13	2,53	0,00	
ACE Aviation (ACE.B)	✓	35,57	0,02	0,06	3 149	17,84	3 635	38,00	20,84	0,00	
▼ Addenda Capital (ADV)		23,25	-0,50	-2,11	550	-0,68	274	29,80	22,25	1,32	
▼ Aeterna (AEZ)		3,45	-0,31	-8,25	4 576	-26,91	183	6,00	2,98	0,00	
▼ Air Canada (AC.B)		17,40	-0,60	-3,33	322	-1,25	1 738	21,05	15,63	0,00	
▼ Alcan (AL)	✓	59,38	-1,69	-2,77	16 432	4,58	21 779	64,99	41,78	0,79	
Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓	24,80	0,02	0,08	4 735	-2,17	5 019	28,42	21,49	0,12	
Astral Media (ACM.A)		42,09	0,04	0,10	1 109	5,41	2 219	47,72	32,27	0,40	
▲ Axcan Pharma (AXP)		18,82	0,29	1,57	2 843	13,51	862	19,58	13,01	0,00	
Banque de Montréal (BMO)	✓	69,62	-0,13	-0,19	16 407	0,90	34 868	72,54	58,58	2,72	
▲ Banque Laurentienne (LB)	✓	32,88	1,23	3,89	3 022	8,69	777	34,18	28,01	1,16	
Banque Nationale (NA)	✓	64,71	-0,25	-0,39	6 223	-1,72	10 519	66,80	55,89	2,16	
Banque Royale (RY)	✓	55,05	0,19	0,35	39 729	-0,81	70 282	55,96	43,52	1,84	
BCE (BCE)	✓	30,15	-0,05	-0,17	25 840	-3,98	24 350	34,25	25,32	1,46	
Bombardier (BBD.B)		4,47	-0,01	-0,22	49 569	13,17	7 831	4,87	2,68	0,00	
▼ CAE (CAE)	✓	11,60	-0,52	-4,29	15 852	7,91	2 916	12,69	8,09	0,04	
▼ Cascades (CAS)	✓	12,43	-0,34	-2,66	6 642	-6,05	1 237	15,80	10,50	0,16	
CN (CNR)	✓	51,41	-0,21	-0,41	13 352	2,68	26 328	55,95	44,43	0,84	
Cogeco (CGO)		37,00	-0,33	-0,88	20	26,45	613	41,00	19,30	0,28	
Corporation Financière Power (PWF)	✓	39,00	-0,36	-0,92	3 235	3,48	27 488	41,03	30,20	1,07	
▲ Domtar (DTC)	✓	9,83	0,13	1,34	27 745	-0,20	2 277	11,09	5,96	0,00	
▼ Emergis (EME)		5,77	-0,15	-2,53	2 150	9,28	517	6,09	3,70	0,00	
▼ Garda (GV)		19,36	-0,33	-1,68	2 937	-11,36	596	27,50	18,26	0,00	
▲ Groupe CGI (GIB.A)	✓	9,91	0,23	2,38	9 620	21,89	3 265	10,15	6,50	0,00	
Groupe Canam (CAM)		9,75	-0,07	-0,71	1 049	5,29	478	11,66	8,15	0,16	

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE
	(\$)	NET	(%)	ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,37	-0,01	-2,63	15 400
Abcourt Mines-B (ABI)	0,64	-0,03	-4,48	126 316
Abitex Resources (ABT)	0,29	0,00	0,00	0
Advitech (AVI)	0,11	-0,03	-22,22	227 500
Affinor Resources (AFI)	0,20	0,02	8,33	50 000
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,18	0,00	0,00	443 500
Aldeavision Solutions (AVS)	0,19	-0,02	-9,52	1 360
Alert B&C (ACB)	0,22	-0,01	-2,22	224 500
Appalaches Resources (APP)	0,14	-0,01	-3,57	256 000
Aptilon (APZ)	0,46	-0,01	-2,13	325 000
Augyva (AUV)	0,51	0,01	2,00	25 000
Azimut Exploration (AZM)	3,85	-0,45	-10,47	106 850
Bell Canada International (BI/H)	1,01	0,04	4,12	159 335
Big Red Diamond (DIA)	0,15	0,00	0,00	0
Biophage Pharma (BUG)	0,13	0,01	8,33	26 000
Bioxel Pharma (BIP)	0,29	-0,02	-5,00	5 000
Branches-Vous (BZV)	0,55	0,00	0,00	0
Cadiscor Resources (CAO)	0,66	-0,12	-15,39	138 629
Canadian Royalties (CZZ)	3,00	0,04	1,35	230 825
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,24	0,00	0,00	0
CD2 Solution (CST)	0,70	0,06	9,38	170 682
CPJ Technologies (CCY)	0,12	0,00	0,00	14 000
D'Arianne Resources (DAR)	0,17	-0,01	-2,86	40 500
D-Box Technologies (DBO/A)	0,76	-0,04	-5,00	148 226
Deq Systems (DEQ)	0,63	-0,04	-5,97	18 000
Dia Bras Exploration (DIB)	0,94	-0,04	-4,08	34 000
Diagnos (ADK)	0,32	0,01	1,61	326 000
Dianor Resources (DOR)	0,61	-0,02	-3,18	82 469
Dior Exploration (DOS)	0,68	-0,10	-12,82	121 461
Ditem Explorations (DIT)	1,85	-0,41	-18,14	2 830 680
Dynasty Gaming (DNY)	0,77	-0,05	-6,10	378 173
Ecu Silver Mining (ECU)	2,51	-0,22	-8,06	917 161
Ecutech Aerospace (XLT)	0,34	-0,01	-2,86	107 300
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,15	0,00	0,00	0
Fieldex Exploration (FLX)	0,58	-0,02	-3,33	68 333
Forest Gate Resources (FGT)	0,17	0,01	3,03	143 400
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,56	0,00	0,00	3 500
Freestree Resources Canada (FWR)	0,20	0,01	2,56	770 989
Frv Media-CIA (FRV)	0,13	-0,02	-13,79	32 000
Gastem (GMR)	0,76	-0,10	-11,63	174 400
Gold Hawk Resources (CGK)	0,59	-0,01	-1,67	500 650
Golden Goose Resources (GGR)	0,54	0,01	1,89	7 077
Golden Tag Resources (GGG)	0,48	-0,06	-11,11	351 220
Golden Valley Mines (GZZ)	0,57	0,00	0,00	190 500
H2O Innovation 2000 (HEO)	1,70	-0,07	-3,96	26 040
HLT Energies (HES)	0,24	-0,01	-2,08	9 000
Hinterland Metals (HMI)	0,28	-0,01	-1,79	258 500
Imaflex (IFX/A)	0,63	0,00	0,00	0
Isacsoft-A (ISF)	0,43	-0,03	-5,56	7 402
Junex (JNX)	0,90	-0,01	-1,10	9 680
Kangaroo Media (KTV)	2,25	-0,45	-16,67	83 479
Kolombo Technologies (KOL)	0,72	-0,04	-5,26	39 500
Lounor Exploration (LO)	0,19	0,03	15,63	3 000
Louvem Mines (LOV)	0,31	0,01	3,33	500
Lyrtech CI A (LYT)	0,11	0,01	4,76	139 500
Matamec Explorations (MAT)	0,23	-0,02	-8,00	165 000
Medicago (MDG)	0,60	-0,14	-18,92	500
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,65	-0,06	-8,45	117 800
Melkior Resources (MKR)	0,46	-0,08	-14,82	1 534 500
Metnor Resources (MTO)	0,93	-0,12	-11,43	299 616
Metco Resources (MKO)	0,13	-0,01	-3,70	60 000
Miranda Technologies (MT)	13,87	-0,13	-0,93	20 140
Mistral Pharma (MIP)	0,07	-0,01	-7,14	244 000
Mty Food Group (MTY)	7,15	0,15	2,14	7 225
Murgor Resources (MUG)	0,43	-0,06	-11,34	1 059 413
Names Exploration (NME)	0,39	-0,02	-3,75	20 700
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	5,50	-0,35	-5,98	109 799
Normabec Mining Res (NMBB)	0,50	-0,06	-10,71	205 500
Noveko International (EKO)	1,20	0,00	0,00	21 250
Nstein Technologies (EIN)	0,79	-0,05	-5,95	33 609
Nti Newmerical (CFD)	0,07	0,00	0,00	0
Odesia Group (ODS)	0,42	-0,08	-16,00	10 000
OmniTech Consultant Group (GCO)	0,04	0,00	0,00	38 000
Orex Exploration (OX)	0,15	-0,01	-3,23	20 000
Orthosoft (OSH)	0,72	0,03	4,35	4 000
Osisko Exploration (OSK)	10,49	-0,51	-4,64	132 098
Palmarejo Silver And Gold (PIO)	9,50	0,00	0,00	153 000
Perlite Canada (PCI)	0,34	0,00	0,00	0
Pershimco Resources (PRO)	0,78	-0,03	-3,70	112 200
Petrolia (PEA)	0,40	0,01	1,27	38 950
Plexmar Resources (PLE)	0,56	-0,03	-5,09	1 027 304
Power Tech (PWB)	0,70	0,00	0,00	0
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,62	0,00	0,00	0
Puma Exploration (PUM)	0,38	0,02	4,11	130 200
Radisson Mining Resources (RDS)	0,22	0,01	4,76	16 500
Ranaz (RNZ)	2,00	0,05	2,56	1 000
Raymor Industries (RAR)	1,30	-0,02	-1,52	285 650
Redex (RDV)	0,40	0,00	0,00	0
Ressources Majesco (MAJ)	0,33	0,01	1,54	863 650
Robex Ressources (RBV)	0,24	0,00	0,00	80 000
Rocmec Mining (RMI)	0,22	-0,01	-2,22	164 500
Rocrest (RTT)	1,70	0,00	0,00	250
RPM Tech (RP)	0,89	0,00	0,00	0
Searchgold Resources (RSG)	0,26	-0,03	-10,35	1 537 099
Section Rouge Media (SRO)	0,22	0,00	0,00	0
Sensio Technologies (SIO)	0,46	0,16	50,82	24 100
Sirios Resources (SOI)	0,35	-0,01	-2,78	144 995
Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,41	0,02	3,85	639 000
Sonomed (SNM/H)	0,11	0,01	5,00	500
South-Malartic Exploration (MSU)	0,24	-0,01	-4,08	101 000
Sporthscene Group (SPS/A)	16,25	0,00	0,00	430
Strateco Resources (RSC)	2,75	-0,36	-11,58	1 942 972
Syscan International (SYA)	0,21	0,01	5,13	29 000
Tom Exploration (TUM)	0,13	0,00	0,00	127 000
Typhoon Exploration (TOO)	0,18	-0,02	-6,78	263 500
Vantex Resources (VTX)	0,28	-0,03	-12,50	472 500
Vigil Locating Systems (VIG)	0,03	0,00	0,00	30 177
Vior Exploration (VIO)	0,24	-0,02	-5,88	159 000
Wanted Technologies (WAN)	0,48	0,00	0,00	20 500

GM Une voiture bon marché



PHOTO AP

Le constructeur automobile américain General Motors (GM) compte lancer une voiture à bas coûts à destination des pays émergents tels que l'Inde ou la Chine, a affirmé le responsable de GM Asia Pacific dans une interview au Financial Times d'hier. Le constructeur veut vendre un petit modèle au prix de 7000 à 8000 \$ US, et un modèle intermédiaire, dans la catégorie de la Logan de Renault, pour 9000 \$US environ, ajoute le quotidien. « Les caractéristiques démographiques sont en train de changer dans le monde. Il y a un nombre énorme de gens sur le point de passer de deux roues à quatre roues », a affirmé le président de GM Asia, Nick Reilly. GM ne cherchera toutefois pas à rogner dans des domaines tels que la pollution ou les performances aux tests de collision.

LPA CANADA

Une sélection d'entreprises canadiennes majeures inscrites à la Bourse de Toronto

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEMAINES HAUT	19,05 BAS	DIV. ANN.
▼ ARC Energy (AET-U)	20,19	-0,51	-2,46	6 411	-9,46	31,20	19,05	2,40
▼ Banque CIBC (CM)	99,26	-1,24	-1,23	7 246	0,98	104,63	73,25	3,08
Banque Scotia (BNS)	49,68	-0,45	-0,90	17 775	-4,65	53,39	41,55	1,68
▼ Banque TD (TD)	68,12	-1,33	-1,92	24 627	-2,30	71,61	55,62	2,12
▼ Barrick Gold (ABX)	32,95	-0,67	-1,99	32 343	-8,09	39,69	29,25	0,21
▼ Brookfield Asset (BAM/A)	61,36	-0,84	-1,35	6 181	8,87	68,41	40,00	0,72
Cameco (CCO)	42,67	0,11	0,26	22 246	-9,60	49,95	35,35	0,20
▼ Canadian Natural Res. (CNQ)	57,53	-0,68	-1,17	18 276	-7,43	72,70	45,49	0,30
▼ Canadian Oil Sands (COS-U)	26,26	-0,77	-2,85	21 600	-19,47	38,75	24,32	1,20
Canadian Tire (CTC/A)	72,03	0,13	0,18	2 818	1,62	75,22	61,25	0,74
Canadien Pacifique (CP)	62,86	-0,39	-0,62	5 554	2,38	66,33	51,05	0,90
▼ Enbridge (ENB)	36,59	-0,61	-1,64	14 177	-9,14	41,48	31,75	1,23
EnCana (ECA)	55,21	-0,05	-0,09	24 631	2,89	62,52	47,58	0,80
▼ Enerplus Resources (ERF-U)	48,78	-1,24	-2,48	1 706	-3,75	66,00	43,86	5,04
▼ Goldcorp (G)	29,01	-0,84	-2,81	44 040	-12,38	45,99	22,97	0,18
▼ Great-West (GWO)	35,26	-0,39	-1,09	9 312	4,32	37,70	26,90	1,02
Husky Energy (HSE)	73,37	-0,09	-0,12	6 328	-5,98	83,00	58,00	2,00
IGM Financial (IGM)	49,67	-0,37	-0,74	2 164	1,16	54,10	42,21	1,71
Imperial Oil (IMO)	40,40	0,26	0,65	7 901	-5,89	45,20	34,31	0,32
ING Canada (IIC)	51,48	-0,51	-0,98	1 430	-1,79	61,25	50,01	1,08
Loblaw (L)	46,19	0,20	0,44	3 277	-5,33	58,50	44,92	0,84
▼ Magna International (MG/A)	84,28	-1,38	-1,61	2 159	-10,22	96,00	76,69	0,76
Manuvie (MFC)	38,95	-0,29	-0,74	25 014	-1,02	41,49	33,83	0,80
▼ Nexen (NXY)	64,39	-0,82	-1,26	13 511	0,30	75,20	50,82	0,20
▼ Penn West Energy (PWT-U)	32,90	-1,09	-3,21	6 286	-7,51	47,77	31,60	4,08
Petro-Canada (PCA)	41,97	-0,04	-0,10	18 545	-12,11	58,63	40,25	0,52
▼ Potash Corp of Sask. (POT)	172,41	-2,38	-1,36	2 630	3,24	195,99	86,79	0,60
Research In Motion (RIM)	158,62	-1,43	-0,89	7 719	6,46	171,00	67,95	0,00
▼ Rogers Comm. (RCI/B)	37,35	-0,47	-1,24	10 640	7,64	40,65	20,85	0,16
Shaw Comm. (SJR/B)	40,25	-0,15	-0,37	5 885	9,05	44,35	27,17	1,00
Shell Canada (SHC)	44,61	0,03	0,07	20 371	2,53	45,99	28,90	0,44
Shoppers Drug Mart (SC)	50,82	-0,43	-0,84	6 037	1,46	53,49	40,22	0,64
Sun Life (SLF)	50,45	-0,30	-0,59	10 368	2,29	53,30	41,79	1,28
▼ Suncor Energy (SU)	80,41	-1,13	-1,39	16 695	-12,40	102,18	71,18	0,32
Talisman Energy (TLM)	18,74	-0,07	-0,37	81 409	-5,35	23,10	16,12	0,15
▼ Teck Cominco (TCK/B)	78,08	-2,15	-2,68	19 310	-11,17	95,16	57,55	2,00
Telus (T)	56,37	0,06	0,11	8 976	5,33	65,60	43,52	1,50
Thomson Corp. (TOC)	47,48	0,19	0,40	10 763	-1,86	51,95	42,40	0,97
TransCanada (TRP)	37,56	0,03	0,08	17 838	-7,51	41,35	30,77	1,36
Weston - George (WN)	71,05	0,30	0,42	844	-6,02	89,25	69,05	1,44

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

Autre tempête à Toronto

REVUE
BOURSIÈRE

BLOOMBERG

Le marché canadien des actions était en baisse pour la troisième journée consécutive hier dans un contexte de crainte que la demande des ressources du pays ne diminue à la suite d'un rapport sur les industries de service aux États-Unis donnant à penser que l'économie de nos voisins du Sud se refroidit.

Les titres des compagnies de matières premières et d'énergie, dont Teck Cominco et Suncor Energy, ont piqué du nez en raison de la baisse des prix des métaux et du pétrole brut. À l'échelle mondiale, les marchés boursiers poursuivent aussi leur recul provoqué la semaine dernière par la pire dégringolade des actions chinoises en une décennie.

« Le véritable problème, c'est la crainte quant à la croissance en

Chine », commente Gavin Graham, responsable des placements de Guardian Group of Funds, à Toronto, qui gère des actifs d'environ 5,1 milliards US.

« Tant qu'on ne saura pas de façon claire qu'il s'agit d'un événement boursier, le Canada pâtira, de même que les États-Unis, ajoute-t-il. Tout signe de faiblesse touchant les données économiques américaines ne fera que jeter de l'huile sur le feu. »

L'indice composite Standard & Poor's/TSX s'est déprécié de 152,02 points, ou 1,2 %, hier à Toronto, à 12 711,25. Cet indice a chuté de 5,2 % depuis le record atteint il y a une semaine.

Les titres des compagnies de matières premières et d'énergie forment plus des deux cinquièmes de l'indice Standard & Poor's/TSX. Hier, ils reculaient de 2,6 % et de 1,1 % respectivement.

Les produits de base tels que les métaux et l'énergie comptent pour plus de la moitié des exportations canadiennes, dont plus de 80 % vont aux États-Unis.

En tant que groupe, les actions des compagnies de matières premières ont progressé de 38 % l'an dernier, ce qui a contribué au redressement des actions canadiennes qui a culminé à un sommet de tous les temps, à 13 404,46 points de l'indice Standard & Poor's/TSX le 26 février dernier.

Teck Cominco, une société minière qui produit du zinc et du cuivre, a laissé 2,15 \$ à 78,08 \$. L'action de Barrick Gold, premier producteur d'or au monde, s'est dépréciée de 67 cents à 32,95 \$. Le titre d'Alcan, deuxième fabricant mondial d'aluminium, laissait 1,69 \$ à 59,38 \$.

Fording Canadian Coal Trust, le copropriétaire du deuxième exportateur mondial de charbon utilisé par les aciéries, a vu son titre chuter pour la troisième journée de suite après avoir sabré du tiers la semaine dernière sa remise trimestrielle aux investisseurs. Les parts ont perdu 1,88 \$, ou 7 %, à 24,90 \$.

Le nickel et le pétrole ont entraîné les produits de base à la

baisse hier, le marché craignant que le ralentissement de la croissance économique mondiale ne diminue la demande de matières premières. Le prix du nickel a reculé de 5,1 %, pire dégringolade en près de deux mois, alors que les prix pétroliers diminuaient de 2,6 %.

L'or a glissé de 0,8 % à New York, effaçant les gains réalisés jusque là cette année.

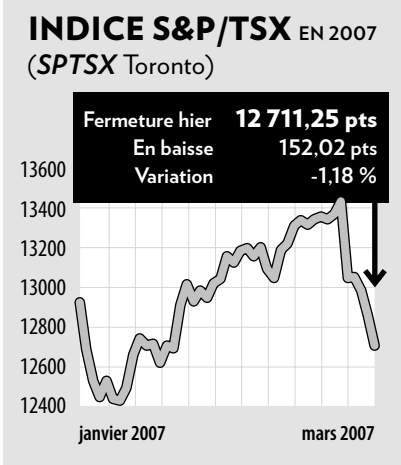
La proportion des titres qui ont subi des pertes a été de quatre contre un par rapport à ceux qui ont fait des gains hier à Toronto et tous les 10 groupes industriels de l'indice Standard & Poor's/TSX étaient en recul.

Un rapport sur les industries de service aux États-Unis, qui forment près de 90 % de l'économie du plus important partenaire commercial du Canada, a indiqué que l'essor de ces industries avait été moindre le mois dernier que ce qui avait été prévu.

L'indice du Institute for Supply Management (ISM) aux États-Unis, qui comprend des compa-

gnies non manufacturières, dont les banques et les entreprises de construction, a baissé à 54,3 le mois dernier par rapport à 59 en janvier.

À New York, l'indice Dow Jones des industrielles reculait de 63,69 points, ou 0,5 %, à 12 050,41 et l'indice élargi S&P 500 glissait de 13,05 points (-0,9 %) à 1374,12.



Source : Bloomberg

VICTIME DE LA GUERRE DES PRIX CONTRE INTEL

AMD rate ses objectifs

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Victime d'une guerre des prix acharnée contre son grand rival Intel, le groupe AMD (Advanced Micro Devices), no 2 mondial des microprocesseurs, a averti hier qu'il n'atteindrait pas ses objectifs de vente au premier trimestre, malgré un marché dynamique.

Le groupe a expliqué qu'il ne réalisera « probablement pas » son objectif de chiffre d'affaires de 1,6 à 1,7 milliard annoncé précédemment, et devait réviser ses prévisions sur un marché des puces dynamique, mais où les prix ne cessent de baisser.

Cette annonce pesait sur le titre, qui perdait 23 cents, ou 1,6 %, à 13,95 \$US.

La guerre des prix avec Intel, qui essaie d'évincer un concurrent qui ne cesse de lui ravir des parts de marché, a déjà provoqué en partie le bilan négatif d'AMD en 2006.

Le groupe a ainsi affiché une perte de 166 millions US, due également aux coûts d'acquisition du fabricant canadien de puces graphiques ATI, et vu son chiffre d'affaires baisser de 3,4 %, à 5,65 milliards US.

AMD a pourtant réussi à gagner du terrain sur Intel et conquérir un quart du marché mondial des

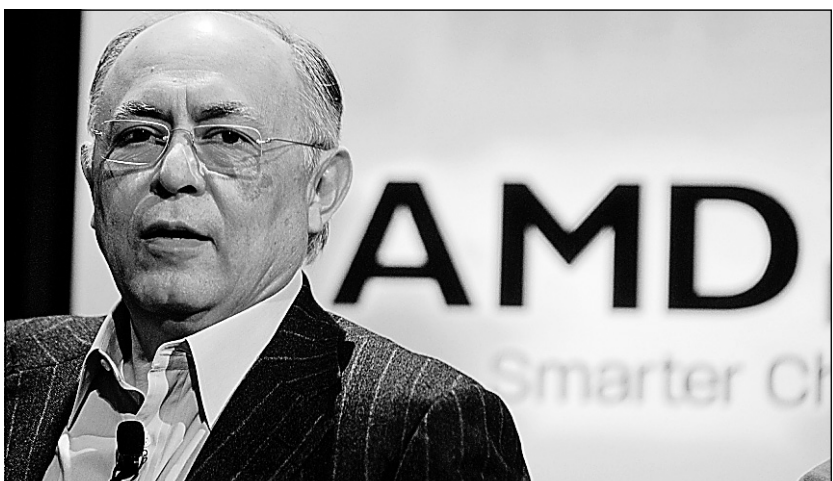


PHOTO BLOOMBERG

Le président et chef de l'exploitation de l'AMD, Hector Ruiz, a dû faire un constat d'échec hier.

microprocesseurs, moteurs des ordinateurs.

Selon le cabinet spécialisé Mercury Research, Intel a vu ses parts en volume reculer de 76 % au troisième trimestre 2006 à 74,4 % au quatrième trimestre quand AMD passait de 23,3 % à 25,3 % sur la même période.

AMD a notamment progressé dans les PC de bureau, passant de 26,6 à 29,1 %, ainsi que dans les portables, aidé par la décision de Dell l'été dernier d'utiliser ses processeurs.

Les deux groupes se livrent aussi à une guerre de performance : AMD va lancer à son tour à l'été 2007 un processeur quadricœur, baptisé Barcelona, pour lutter contre les Xeon d'Intel.

La baisse des prix moyens des processeurs réduit leurs marges. Hors exceptionnels, la marge brute d'exploitation d'AMD a ainsi chuté à 40 % au quatrième trimestre, contre 57 % un an plus tôt.

Pourtant, le marché des semi-conducteurs, dont les microprocesseurs représentent

Des entreprises dans le combat pour l'environnement

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des chefs de grandes entreprises canadiennes ont annoncé hier le lancement d'une « initiative nationale » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et promouvoir les technologies propres.

Parmi les chefs d'entreprise participant à cette « initiative de leadership en environnement » figurent les patrons du géant de l'aluminium Alcan, Richard Evans, et du groupe pétrolier et gazier Suncor, Richard George.

« En tant que dirigeants de grandes entreprises représentant tous les secteurs de notre économie, nous nous sommes engagés à faire notre part afin de mettre au point une stratégie efficace » de lutte contre le changement climatique à l'échelle provinciale et fédérale, a déclaré Thomas D'Aquino, président du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) dans un communiqué.

Un groupe de travail de 25 dirigeants d'entreprise coprésidé par M. Aquino ainsi que les PDG d'Alcan et Suncor aura pour prio-

rité de « contribuer à une démarche nationale en cours (afin) d'élaborer un plan complet et réaliste de réduction des gaz à effet de serre », indique le CCCE.

Dans une intervention le mois dernier, le PDG d'Alcan avait appelé à une action immédiate pour lutter contre le réchauffement de la planète et critiqué indirectement les industriels qui favorisent l'inaction pour « des intérêts économiques à court terme ».

Le Canada figure parmi les mauvais élèves des pays développés pour ce qui est de la réduction

des gaz à effet de serre, selon les organisations écologistes.

En vertu du protocole de Kyoto, il devrait réduire de 6 % d'ici 2012 ses émissions de GES rapport à leur niveau de 1990.

Mais celles-ci ont augmenté de quelque 30 % depuis 1990, notamment en raison de l'exploitation pétrolière polluante des sables bitumineux de l'Alberta, et le gouvernement conservateur fait valoir que le Canada ne peut atteindre les objectifs de Kyoto sans provoquer d'importants dommages à son économie.

LES RÉSULTATS FINANCIERS

En milliers de dollars

COMPAGNIE	SIÈGE SOCIAL	SECTEUR	DATE, TRIMESTRE	REVENUS				BÉNÉFICE NET				BÉNÉFICE ACT.	
				CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR.	%	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.	VAR.	%	CETTE ANNÉE	ANNÉE DERN.
Aeterna Zentaris (AEZ/TSX)	Qc	Médical/Produits pharm.	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	12 631 41 392	14 273 47 204	-12		39 101 33 390	936 10 571	4077 216		0,74 0,64	0,02 0,23
Ascalade Communications (ACG/TSX)	C-B.	Télécomm.	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	27 231 106 499	35 271 111 797	-23	-5	63 153	1 095 -611	-94		0,00 0,01	0,05 -0,05
Clarke (CKI/TSX)	N.-É.	Transport/Camionnage	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	52 100 208 200	49 100 201 400	6	3	4 400 17 200	3 200 18 500	38	-7	0,35 1,33	0,24 1,38
Contrans Income Fund (CSS.UN/TSX)	Ont.	Transport/Camionnage	31 déc. - 12 mois	455 246	385 490	18		35 789	28 512	26		1,26 0,38	1,02 0,13
E-L Financial Corp. (ELF/TSX)	Ont.	Banques/Services fin.	31 déc. - 12 mois	2 320 794	2 201 191	5		372 520	293 703	27		109,97 86,68	
Haemacure Corp. (HAE/TSX)	Qc	Médical/Produits pharm.	31 jan. - 1 ^{er} trim. 12 mois	32	48	-33		-813	-852			-0,01	-0,02
Hammond Manufacturing (HMM.A/TSX)	Ont.	Machinerie/Fabrication	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	17 095 71 005	16 961 66 718	1	6	1 374 1 174	-316			0,03 0,10	-0,03 -0,04
Hammond Power Solutions (HPS.A/TSX)	Ont.	Services publics	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	36 846 131 978	27 482 98 896	34	33	4 349 8 674	1 434 3 857	203	125	0,38 0,76	0,13 0,34
Magna Entertainment Corp. (MEC.A/TSX)	Ont.	Diversissement	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	132 869 702 139	122 815 604 428	8	16	-12 483 -87 351	-39 733			-0,12 -0,81	-0,37 -0,98
Major Drilling Group Int'l (MDI/TSX)	N.-B.	Pétrole/Energie	31 jan. - 3 ^e trim. 9 mois	90 092 286 388	58 448 227 521	54	26	5 002 4 994	-685		142	0,22 1,77	-0,03 0,75
Sterling Centrecorp (SCF/TSX)	Ont.	Banques/Services fin.	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	13 305 61 012	23 169 74 067	-43	-18	-2 897 15 822	5 935		278	-0,08 0,45	0,18 0,12
Tree Island Wire Income Fund (TIL.UN/TSX)	C-B.	Construction/Bâtiment	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	50 435 271 488	70 950 336 572	-29	-19	-1 028 16 018	1 474		-17	-0,05 0,73	0,07 0,89
Wellco Energy Services Trust (WLL.UN/TSX)	Alb.	Pétrole/Energie	31 déc. - 4 ^e trim. 12 mois	26 217 110 660	30 257 84 376	-13	31	-4 901 8 577	6 044		-40	-0,27 0,49	0,41 0,99

Source : CNW Telbec

LES MÉTAUX

		HIER	PRÉCÉDENT
		(DOLLARS US)	(DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 755,00	2 908,00
	3 mois	2 750,00	2 751,00
	15 mois	2 563,00	2 645,00
CUIVRE (A)	Comptant	6 056,00	6 190,00
	3 mois	6 094,00	6 095,00
	15 mois	5 765,00	5 855,00
PLOMB	Comptant	1 909,00	1 980,00
	3 mois	1 874,00	1 875,00
	15 mois	1 507,00	1 550,00
NICKEL	Comptant	44 310,00	45 340,00
	3 mois	41 300,00	41 305,00
	15 mois	33 300,00	33 725,00
ÉTAIN	Comptant	13 475,00	13 545,00
	3 mois	13 395,00	13 400,00
	15 mois	12 100,00	12 125,00
ZINC	Comptant	3 365,00	3 545,00
	3 mois	3 385,00	3 386,00
	15 mois	3 148,00	3 280,00

Dollars US par tonne métrique
Source : London Metal Exchange

MINIÈRES

Les fusions n'aident pas les investisseurs

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Si les fusions entre grandes sociétés minières font monter les salaires des dirigeants, ces transactions ne créent pas toujours un meilleur rendement pour les investisseurs, a déclaré un spécialiste du secteur aux participants d'un congrès international de prospecteurs, hier.

La tendance est aux fusions et aux acquisitions dans le secteur minier depuis quelques années. Ces transactions constituent l'un des thèmes importants d'un forum de discussions organisé par l'Association canadienne des prospecteurs et des entrepreneurs dans le cadre de son congrès annuel.

Les grandes sociétés minières veulent s'unir afin d'accroître leurs réserves et récupérer le temps perdu en vaines explorations de 1998 à 2002.

Ainsi en est-il de la société brésilienne Companhia Vale do Rio Doce, qui a acquis l'entreprise Inco.

« Quant à savoir si cela profite aux actionnaires, ça demeure un peu controversé, a déclaré Barry Cooper, un analyste du marché aurifère chez Marchés mondiaux CIBC. Tout ce qui en a résulté est une augmentation de la taille de plusieurs entreprises. » M. Cooper a ajouté que le salaire de ces chefs de la direction a gonflé. Certains sont même surpayés à cause du prix atteint par les actions.

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	7,25	01-06-2007	100,71	4,14	0,00
Canada	6,00	01-06-2008	102,47	3,92	+0,01
Canada	5,50	01-06-2009	103,50	3,84	+0,03
Canada	9,50	01-06-2010	116,99	3,85	+0,02
Canada	9,00	01-03-2011	118,77	3,86	+0,04
Canada	6,00	01-06-2011	108,22	3,87	+0,04
Canada	10,25	15-03-2014	138,40	3,93	+0,08
Canada	9,75	01-06-2021	160,78	4,07	+0,14
Canada	8,00	01-06-2023	145,97	4,09	+0,15
Canada	8,00	01-06-2027	153,04	4,11	+0,14
Canada	5,75	01-06-2029	123,87	4,10	+0,10

LES PROVINCES

B.C. Mun Fin	5,50	24-03-2008	101,39	4,12	+0,01
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	165,00	4,50	+0,03
Manitoba	7,75	22-12-2025	140,85	4,50	-0,01
New Brunswick	5,70	02-06-2008	102,01	4,00	+0,03
New Brunswick	6,00	27-12-2017	114,41	4,31	+0,06
Newfoundland	6,15	17-04-2028	121,42	4,55	-0,02
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	127,44	4,51	-0,02
Ontario	6,13	12-09-2007	100,98	4,14	0,00
Ontario	6,25	25-08-2028	123,47	4,52	-0,02
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	113,43	4,86	-0,12
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	149,13	4,51	-0,03
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	147,60	4,52	-0,03
P.E.I.	6,00	03-10-2007	101,00	4,19	0,00
P.E.I.	8,50	27-10-2015	130,35	4,26	+0,07
Québec	6,50	01-10-2007	101,29	4,16	0,00
Québec	6,00	01-10-2029	119,20	4,62	-0,02

LES CORPORATIONS

Bank Of N.S.	5,65	22-07-2008	102,05	4,09	+0,01
Bell Canada	7,00	24-09-2027	117,63	5,55	-0,43
Bombardier	7,35	22-12-2026	98,87	7,45	0,00
Can Occ Pet	6,30	02-06-2008	102,53	4,17	+0,01
Cons Gas	6,10	19-05-2028	113,97	5,02	+0,12
Gtaa	5,95	03-12-2007	101,26	4,17	0,00
Gtaa	6,45	03-12-2027	116,70	5,13	+0,08
Investors Gr	6,65	13-12-2027	118,82	5,16	+0,08
Nav Canada	7,40	01-06-2027	133,37	4,80	+0,12
Royal Bank Of	6,75	04-06-2007	100,58	4,25	0,00
Sears Canada	6,55	05-11-2007	100,80	5,27	0,00
Suncor Inc	6,10	07-08-2007	100,81	4,15	0,00
Thomson Corp	6,50	09-07-2007	100,75	4,26	0,00
Wstcoast Ene	5,70	16-04-2008	101,64	4,16	+0,01
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	118,38	5,28	+0,11